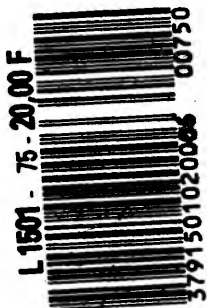


DECEMBRE 87 / JANVIER 88  
20 FRANCS

75

# journal d'expressions libertaires



## S O M M A I R E

Grèves étudiantes: Mission impossible .....	p. 3
REFRACTAIRES .....	p. 4
LA SOCIALE	
– Privatisation des PTT .....	p.5
– L'assassinat de Thomas Sankara .....	p. 7 à 9
– Sans abri, sans espoir .....	p. 9
XXème anniversaire des vendanges (récit) .....	p.10 à 13
DOSSIER ANARCHICA (2ème partie)	
– L'anarcho-féminisme et la cuisine commune de Kropotkine. ....	p. 14 à 19
– compte-rendu photographique .....	p. 18 et 19
– Portugal: les femmes et leurs conflits .....	p. 20 à 22
EST-INFOS, rubrique des Pays de l'Est .....	p. 23 à 25
PAGES NOIRES, pour avoir envie de lire .....	p. 26 à 31
PROPOS AFFRANCHIS .....	p. 32 à 33



## A L L O N S Z ' E N F A N T S D E L ' A N A R C H I E

A l'occasion du Bicentenaire de la Révolution Française, nous pensons qu'il est important pour nous, libertaires, d'apporter une note différente de celles des commémorations mises en place soit par l'Etat soit par les partis politiques.

Pour cela, nous envisageons la tenue de Rencontres Libertaires Internationales qui nous permettront d'échanger expériences et idées sur les formes et contenus du terme de révolution et, plus généralement, de transformation sociale.

Ces rencontres auront lieu à Lyon pendant environ une semaine, fin août-début septembre 89.

Vous pouvez nous contacter au Collectif Lyon 89, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon (le vendredi de 9 h à 12 h, tél. 78 29 28 26).

L'organisation de ces rencontres est proposée par le Collectif Lyon 89, avec le Centre d'Etudes libertaires (CSL-Milan), le CIRA (Genève), l'Anarchos Institute (Montréal), et l'ACL (Lyon).

# MISSION IMPOSSIBLE

« La rentrée 1987-88 n'échappe pas à sa traditionnelle mission impossible. A la différence près que la maison mère (le ministère) a laissé des consignes très fermes. Comme dans le primaire et le secondaire, il ne doit y avoir ni vagues ni remous. L'automne sera doux. Les grands débats sur l'enseignement supérieur sont reportés... après l'échéance présidentielle<sup>1</sup> ».

L'histoire peut très bien démarrer comme ça. L'Université de Lyon II (Bron) était en grève depuis le 26 novembre, l'A.G. plénière a voté aujourd'hui 10 décembre la reprise des cours. 14 jours de grève pour sensibiliser les populations et le monde universitaire à la misère réelle des facultés. Mon propos n'est pas de revenir en détail sur les chiffres du budget de l'enseignement supérieur et sur les chiffres de l'action sociale en faveur des étudiants. Je ne mentionnerai que le chiffre principal : le budget a augmenté de 1,8 % en F constant pour une augmentation de 20 % d'étudiants à Lyon (on peut aussi mentionner un chiffre éloquent et beaucoup moins connu : les subsides de l'enseignement supérieur privé ont progressé de près de 60 % en deux ans).

15 jours de grève, pour demander le réengagement de l'État dans le fonctionnement des facultés. Des propositions ont été faites : la demande d'une loi de programmation pour l'Éducation nationale.

Décembre 87, aura été différent de décembre 86, tout le monde s'accorde pour le dire. Tout le monde s'accorde aussi pour dire que l'université a besoin de changer.

**Mais changer vers quoi, pour qui, pourquoi ?**

On entend prononcer par ci par là des « il faut une réflexion de fond à propos de l'Université ». Des débats sont lancés dans des Assemblées générales. Rien de bien méchant. Mon intention est de proposer quelques pistes pour une véritable réflexion de fond sur l'Université et sur le statut social de l'étudiant.

Le premier obstacle est la documentation. Qui a écrit quelque chose de sensé sur ce problème ces dix dernières an-

nées, à part peut-être quelques anonymes pédagogues qui ne nous laissent les 360 pages de leur thèse que l'on trouve à 200 francs dans une librairie spécialisée. Alors j'ai été fouiner dans la bibliographie avant et post-soixante-huitarde. Vous me direz, on en revient toujours là. Mais oui, morbleu, en ce qui concerne la documentation et l'analyse, ce n'est malheureusement que trop vrai.

Je suis tombé sur le fameux bouquin des membres de l'internationale situationniste « *De la misère en milieu étudiant* ». On peut trouver des objections à leur manière lapidaire de régler le problème, cependant les questions qui sont soulevées dans ce court fascicule méritent attention et réflexion : *qu'est ce qu'un étudiant ?*

Les situs embrayent : « *Il est un rôle provisoire, qui le prépare au rôle définitif qu'il assumera dans le fonctionnement marchand. Il est un être partagé entre un statut présent et un statut futur nettement tranchés* ». « *Il se prend pour l'être social le plus « autonome » alors qu'il relève directement et conjointement des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale : la famille et l'État.* »

Et ceci encore :

« *La fameuse crise de l'université, détail d'une crise plus générale du capitalisme moderne, traduit tout simplement les difficultés d'un ajustement tardif de ce secteur spécial de la production à la formation d'ensemble de l'appareil productif.* » (cf. : en 87 la politique du tout-ordinateur).

Une dernière citation qui me paraît d'une brûlante actualité en ce qui concerne les événements de décembre 86 surtout « *La révolte des jeunes a été et est encore l'objet d'une véritable inflation journalistique qui en fait le spectacle d'une révolte possible donnée à contempler pour empêcher qu'on la vive. Seulement l'idéologie dominante et ses organes quotidiens ne peuvent que réduire ce mouvement réel à une pseudo-catégorie socio-naturelle : l'idée de la jeunesse. Ainsi revient-on à cette éter-*

*nelle révolte de la jeunesse, renaissance à chaque génération pour s'estomper quand le jeune homme est pris par le sérieux de l'activité en vue de fin concrètes et véritables.* »

Ces phrases, écrites en 1966, semblent encore sonner juste en 1987, du fait justement de ce manque de réflexion sur le statut social de l'étudiant. Ne sachant que vaguement quel rôle il tient dans cette société, il est évident qu'il est difficile pour lui d'envisager autre chose que des revendications catégorielles.

Tout ceci pose le problème également des moyens d'actions : quand les étudiants de Lyon étaient en grève, que mettaient-ils en grève : leur savoir. Mais mettre en grève un savoir c'est reconnaître de fait qu'il représente une marchandise. C'est accepter de fait que l'étudiant est un maillon du système capitaliste. Faire la grève ne suffit pas, il faut que les étudiants installent une culture qui corresponde à leurs aspirations. Les étudiants se contentent de la grève partielle et de revendication à court terme. Au total ils ne changent en rien leur rôle d'aliénés et de dépendants de l'État.

Il me semble qu'une réflexion approfondie devrait être aussi engagée concernant l'Université et sa spacialité. Son architecture anti-regroupement, sa position hors des villes, le gigantisme architectural et social.

Cet article n'a pas pour but d'apporter des réponses définitives aux problèmes de l'Université, mais de faire sentir le besoin urgent qu'ont les étudiants de prendre véritablement en main les problèmes de fond de leurs Universités. Qu'ils essaient de mieux se définir la place particulière qu'ils occupent dans la société : à cheval entre l'initiation scolaire et la vie active.

Christophe  
étudiant à Lyon II

1 : « *Le Monde de l'Éducation* », novembre 1987.

# L'Etat décide l'armée trucide

**L'**Etat a choisi la manière forte pour faire taire un insoumis. Eric Hébert, qui passait en jugement le 1er juillet à Lille a pris 14 mois fermes. Après avoir fait appel, il était à nouveau jugé le 14 octobre à Douai, le jugement étant mis en référé le 28 octobre. Ce jour là, le tribunal décida de confirmer cette peine !

De la Rome antique à nos jours, le rôle de l'armée n'a guère changé, elle est toujours là pour préserver les intérêts des castes dominantes. Car, lorsqu'on ne peut dominer par le nombre, on le fait par la force. Parqués dans les ghettos urbains, les hommes se voient privés du produit de leur travail qui a depuis longtemps perdu toute signification, et sont réduits à l'état d'objets, contrôlés et manipulés par des dirigeants. Que des nations qui crévent réclament le droit à la vie et se révoltent, l'appareil militaire est là pour «rétablir» l'ordre des choses. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se rappeler les événements de Kanaky. Le commerce des armes est en pleine expansion, assurant la rentabilité de certaines entreprises privées et les immenses profits des capitalistes qui sont à leurs têtes.

Nous refusons de rester plus longtemps complices de cette politique criminelle que vous imposez en façonnant et manipulant les esprits à travers les journaux, la radio et la télévision. Non contents d'approuver les pauvres, vous faites en sorte qu'ils seront contents de l'être. Vous détenez le contrôle de tous les mass-médias, seul vrai pouvoir régnant actuellement, qui vous permet de conserver les apparences démocratiques dans un vieux décor qui tombe en ruines. Les agitateurs sont des gêneurs, car il viennent semer le mécontentement dans les classes sociales que vous avez rendues parfaitement satisfaites de leur sort.

Hélas pour vous, dans la série «*Marche droit, ferme ta gueule et sois content*», le service militaire est un film qui ne fait plus tellement rire. Deuxième otage anesthésiant après l'école, il transforme l'homme en soldat, sans doute le type humain le plus médiocre et fait de lui un flic, un refoulé, triplé d'un abruti. Il n'est, en fait, rien d'autre qu'un gros

facteur d'intégration à cette société pourrie et n'a d'autre but que :  
 - de mâter définitivement l'individu en vue de l'intégrer de force à une société dont il sera la prochaine victime en lui apprenant à reconnaître les hiérar-

chies existantes et à s'aplatir machinalement devant les autorités.

- de transformer l'individu en citoyen, pantin docile, qui toute sa vie se laissera larvairement dévaliser; châtrer, vider de ce qu'il y a de meilleur en lui, sa libre créativité, son besoin d'amour fou, son désir d'employer son temps et son énergie de la plus passionnante manière.

Nous préférons colorer nous-mêmes notre personnalité. N'attendez pas de nous que nous servions la patrie que vous brandissez comme une marionnette bien malade. Acte immoral s'il en est puisqu'il lèse vos intérêts. Mais nous craignons d'être les premières victimes en cas de conflit, parce que nous serions les premiers à recevoir la bombe sur la gueule, pendant que vous vous tiendriez en toute sécurité, à vingt mètres sous terre dans un abri anti-atomique où vous pourrez finir vos jours.

Jean-Philippe

MOUVEMENT DES JEUNES  
REFRACTAIRES  
C/O A.C.L.R.  
13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

## Eric Hébert Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'écrou 12 173, cellule n° 338 B, Maison d'arrêt de Douai, 505, rue de Cuinay, 59500 Douai.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :

- au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;
- au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches, pétitions, cartes postales, autocollants disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

Comité de soutien (Rouen), B.P. 58, 76160 Darnetal.

Comité de soutien (Paris), c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Comité de soutien (Lille), c/o M.N.E., 23, rue Gosselet, 59000 Lille (réunion le mardi à 18 h).

Le fanzine «*On a faim*» a l'intention de sortir une compilation sur disque (LP) cette fois. Cette compilation n'est pas un acte gratuit puisqu'elle aura un thème : A BAS TOUTES LES ARMÉES, et les bénéfices obtenus serviront à payer une partie des frais de justice d'Eric Hébert insoumis incarcéré pour le moment à la prison de Douai, et s'il y a possibilité, pour d'autres réfractaires.

Cette compilation comportera une face Punk-H.C. et une face plus froide, plus expérimentale.

Mais si nous avons des projets, nous sommes loin d'être riches, aussi nous nous ouvrons une souscription. Si vous versez 50 F, primo vous nous aidez, deuxio vous recevrez le disque dès parution. Voilà, c'est tout pour aujourd'hui.

envoyez vos chèques à :  
ON A FAIM !  
BP 47

76800 St Etienne du Rouvray  
chèque libellé à l'ordre de J.P. Levaray.





## PRIVATISATION DES PTT:

# Une bombe sociale pour 88?

**D**epuis quelques années, les milieux gouvernementaux parlent beaucoup de déréglementer l'ensemble des services publics présentant des caractères commerciaux. Amorcée par les socialistes, la privatisation et l'éclatement des PTT sont aujourd'hui en route.

Longuet, ministre des PTT, après avoir monté dès 1986 une mission à la déréglementation, vient de soumettre aux avis de la C.N.C.L. et des diverses organisations "représentatives" (notamment les syndicats CGC et FO), une première mouture d'un projet de loi sur les télécoms.

### LE TEXTE

Rien de bien nouveau en soi est contenu dans ce texte, véritable synthèse de diverses réflexions et colloques tenus au cours du printemps et de l'été 87. L'objectif est avant tout de déréglementer pour favoriser

1- les entreprises privées (en leur laissant la possibilité de négocier leur contrat entre la future Direction Générale des Télécoms et éventuellement d'autres partenaires), 2- une concurrence compétitive à l'échelle européenne et mondiale. Dans cet esprit, on ne cesse au ministère comme dans les médias de vanter la haute technologie française en la matière. Cependant cette déréglementation doit obéir à certaines "règles" (à caractère provisoire évidemment) dans l'esprit ministériel tout au moins, 1- le respect du droit des

usagers d'obtenir à coût égal le même service quelques soient les conditions, 2- le respect du statut des fonctionnaires ou tout au moins des règles minima concernant le personnel (garantie de l'emploi, etc...).

### DES CONSEQUENCES CLAIRES

Ce premier jet du ministère est significatif de l'avenir qui nous attend, usagers comme travailleurs. Il est bien évident qu'il était impossible de s'attaquer de front à une activité comme les PTT pour la morceler en un jour, c'est pourquoi ce premier texte reste ambigu, notamment en ce qui concerne le personnel et les ménages.

Pour les usagers, l'application de la privatisation entrainera pourtant nombre de conséquences, selon qu'ils soient gros utilisateurs (entreprises) ou petits (ménages).

L'exemple des USA démontre que la privatisation de ATT (le grand précurseur dans le monde) a entraîné des hausses énormes pour les petits usagers (de l'ordre de 20% en 3 ans). S'il est évident que pour obéir aux règles capitalistes de gestion, il faut consentir des réductions aux gros utilisateurs des Télécoms, il n'en est pas moins sûr, que les règles de péréquation sociale s'en trouvent par là déséquilibrées, au détriment des ménages. Pour les travailleurs, les conséquences là aussi ne sont pas minimes. Malgré les pseudo-garanties accordées aux fonctionnaires, la concurrence et les nécessités de

compétitivité amèneront inéluctablement des licenciements (le rapport ONIOS commandité par la D.G.T. prévoit 32 000 suppressions d'emplois d'ici l'an 2000 dans les Télécoms, impossible à couvrir par le seul jeu des flux naturels, retraites, démissions, etc...). L'avant projet de loi définit clairement les conditions dans lesquelles les travailleurs auront à choisir entre leur statut public et celui d'un éventuel nouveau statut privé (Deux ans sont laissés aux Télécommunicants pour choisir). A titre d'exemple, les déréglementations américaines et anglaises ont entraîné respectivement 22% et 10% de suppression d'emploi dans les Télécoms

(70 000 en 3 ans aux USA, 22 000 en 1986 seulement en Grande Bretagne).

### LE POIDS DES ARGUMENTS

"La privatisation des Télécoms est nécessaire, avec un statut d'entreprise la D.G.T. pourra négocier elle-même ses contrats, permettant ainsi des réductions aux gros utilisateurs, en évitant qu'ils se tournent vers l'étranger".

Ce tableau est-il bien réel? La part des dépenses que représentent les Télécoms dans les factures des entreprises se limite à 1,33% en moyenne, le plus gros consommateur étant la réparation et le commerce automobile le plus faible, "l'agriculture" (source Télécom magazine 09/87).

Soyons sérieux, il ne s'agit pas tant de faire gagner de l'argent aux entreprises



L'Union Locale CNT de Lyon, responsable de la rubrique « La Sociale », attend toutes contributions, échanges de vues... Vous pouvez la contacter en écrivant à : Union Locale CNT, « La Sociale », Palais du Travail, Place Lazare Goujon, 69100 Villeurbanne, ou au journal, qui transmettra.

en général, que d'en créer une nouvelle dans laquelle de nouveaux rapaces financiers pourront "faire du fric".

C'est bien là l'intérêt premier de la privatisation et l'éclatement de ce service: permettre de créer une ou des entreprises là où existe un besoin collectif et faire en sorte que cela rapporte. Accessoirement, briser la "syndicratie" ( dont se plaignent tant les émules de De Closet ), qui, faut-il le croire, affaiblit ou risque d'affaiblir la machine capitaliste dans un système monopoliste de communications.

## UNE LUTTE A MENER

Si les objectifs se précisent pour les Télécoms actuellement, il ne faut pas se voiler la face sur l'avenir de l'autre branche, la Poste. Les mêmes projets sont en route voire même déjà en place : l'installation de CHRONOPOST, filiale privée à capitaux majoritairement d'Etat,

utilise le réseau public à des fins uniquement mercantiles, n'hésitant pas cependant à intéresser le personnel PTT aux résultats d'exploitation.

Lutter contre la privatisation des Télécoms est donc bien l'affaire de tous, postiers, télécommunicants, et même usagers. Cependant, une lutte de cet ordre ne peut-être menée dans le désordre et la désunion. Les soubresauts et menaces des grandes configurations, semblent jusqu'alors bien palôtes face à l'attaque en règles du service public PTT. Des grèves de juin ( CFDT ) à celles de septembre ( CGT ), la réaction n'a pas dépassée la déclaration d'intention. Faute de combattants, sûrement pas, pour preuve ce mouvement qui s'est dessiné fin septembre dans une quinzaine de centres télécoms région parisienne et a vu des travailleurs prendre leurs affaires en main et tenter de monter une coordination appelant à la

grève générale jusqu'au retrait du projet de loi sur la privatisation ( mouvement soldé par un échec, CGT et CFDT préférant privilégier les "grandes grèves" des 1er et 15 octobre pourtant hors sujet).

Longuet s'est fixé des délais, fin 1987 pour une première loi, puis 1992 pour parachever la casse des PTT, avant l'ouverture des frontières européennes. D'ici là, usagers comme travailleurs auront à faire un choix : subir ou agir.

PIERRE C.

N.B. : Il est possible de se procurer le texte complet de l'avant projet de loi n°1 sur les télécoms à CNT-PTT BP 2600 69218 LYON CEDEX 02.

NDLR: Voir aussi le numéro de décembre de la revue de l'OCL: Courant Alternatif, qui publie un long article sur la privatisation des Télécoms. Egrégore, BP 1213 51058 Reims Cédex.

## Témoignage

*En marge du 2ème Congrès des syndicats CNT des PTT qui s'est tenu à Lyon les 24 et 25 octobre nous publions des extraits d'une lettre, témoignage de fidélité militante.*

**E**ntré aux PTT en 1922 ... J'ai commencé à militer aux Jeunesses syndicalistes des PTT (CGTU), je n'ai pas voulu accepter que le PC soit fraction dominante de la classe ouvrière, j'ai quitté le PC pour le POP puis le PUP. Je me suis toujours buté contre les politiciens, que j'ai retrouvé dans la mutualité.

Ils (le PC et les autres) m'ont toujours fait des vacheries et j'ai trainé comme des boulets les sanctions pour fait de grève ou autres actions syndicales. Un exemple, la grève du 30 novembre 1938 contre la guerre, je me suis retrouvé seul dans mon bureau à faire grève ... Le plus beau : "quête nationale" pour payer les sanctionnés sauf ceux de la CGTSR, tel en avaient décidé les cocos de la CGT. Il a fallu

faire du bruit pour que nos copains soient indemnisés. Peut-être un jour aurez vous une CNT puissante mais restée syndicaliste révolutionnaire. Le nombre ne fait pas la qualité, en 1938, nous étions peu à la CGTSR des PTT mais tous avaient fait grève le 30 novembre et tous sanctionnés...

Il faut faire vivre les Unions régionales et locales pour nous mêler plus avec les autres travailleurs, leur faire comprendre que les travailleurs des PTT sont aussi exploités qu'eux, que nous avons des chefs de service qui ne valent pas cher ...

J'aimais beaucoup le slogan de Pierre Besnard "Toute l'économie aux syndicats, la chose sociale aux communes." Moi qui ai vécu 23 ans dans les petits villages, je suis convaincu que cela est possible, mais les

curés et les politiciens seront contre avec hargne et méchanceté. J'ai payé pour bien le savoir. J'avais pris ma retraite dans un petit village de 60 habitants, j'ai été élu conseiller municipal mais en trois ans je n'ai réussi qu'à me faire des ennemis car je me dressais contre les combines politiciennes. Parler aux payans du vrai syndicalisme c'est à croire qu'ils sont fiers d'être roulés... aussi mainte-

nant à 80 ans, je fait comme les escargots.

Je ne serai pas d'une grande utilité mais je serai heureux si je pouvais faire partie de votre CNT.PTT et ainsi suivre la vie de votre organisation.

Bien amicalement

L.F.





# L'assassinat de Thomas Sankara

**L**e 15 octobre 1987, tandis que le mandataire qui nous représentait au Forum International contre l'Appartheid qui s'est tenu à Ouagadougou du 8 au 11 octobre n'avait pas encore eu loisir de nous faire le compte-rendu, les médias nous assènent la nouvelle ahurissante :

Coup d'état militaire au Burkina Faso, destitution du Président Thomas Sankara par Blaise Compaoré, son compagnon de lutte jusqu'alors et dissolution du Conseil National de la Révolution.

Le lendemain, nous apprenons par la même voie que Thomas Sankara ainsi que plusieurs de ses proches collaborateurs ont "trouvé la mort" lors de l'assaut donné à la résidence du Président de la République et que leurs corps ont été immédiatement ensevelis, tandis que les fusillades continuent dans les rues de Ouagadougou.

Les communications avec le Burkina Faso demeurant interrompues, nous ne savons, à l'heure où nous écrivons ces lignes, quels sont les compagnons de Thomas Sankara qui ont ainsi partagé son sort, ni quels sont les associés, burkinés ou non, des assassins.

Tout ce que l'on peut affirmer dès maintenant, c'est qu'il s'agit d'un mauvais coup porté au peuple burkinabé.

Cependant, en dépit du manque d'informations précises, il n'est pas interdit de penser, ni de se poser quelques questions, à commencer utilement par la plus vieille du monde :

## A QUI PROFITE LE CRIME ?

Pour se faire une idée de l'identité de ceux qui tirent les ficelles, il serait également opportun à regarder de plus près, quels diplomates, chargés de mission et quels barbouzes se sont promenés récemment en Afrique de l'Ouest.

Il n'est pas interdit non plus de se rappeler les précédents. Par exemple, celui du mois de mai 1983.

A cette époque, M.Guy Penne, conseiller du Président Mitterrand pour les affaires africaines, arrive le 15 mai pour une visite à Ouagadougou. Or, le 17 mai, à 4 heures du matin Thomas Sankara, alors Premier Ministre de ce qui était encore la Haute Volta, est arrêté sur ordre du Président Ouedraogo.

L'annonce de la destitution et de l'arrestation de Thomas Sankara, faite le même jour, déclenche alors une révolte armée à Ouagadougou.

Hasard curieux; Pendant ce temps se déroulent, au nord du Togo, des manœuvres militaires franco-togolaises conjointes à proximité de la frontière avec la Haute-Volta.

M.Guy Penne, qui a assisté "en direct" à ces événements, démentira toujours d'avoir, au-cours de la réception offerte par l'Ambassadeur de France dans la soirée du 18 mai, déclaré à des journalistes voltaïques

"Messieurs, vous venez de vivre une journée historique pour la Haute-Volta".

Toujours est-il que le 20 et le 21 mai 1983, trois jours après l'arrestation de Thomas Sankara, Ouagadougou voit des manifestations populaires pour réclamer sa libération, et que plus tard, jusque dans les villages les plus reculés on entendra chanter "Sankara n'est pas Guy Penne, c'est pourquoi nous le soutenons."

De même, il n'est pas interdit de s'interroger sur la signification que peut avoir un événement qui, bien que s'étant produit au Togo, nous ramène aux intrigues contre le Burkina Faso.

En septembre 1986 le Général-Président du Togo, Etienne Gnassinbé, dit Eyadéma, dénoncé au demeurant par l'opposition togolaise comme étant l'assassin du Président Olympio, fondateur de la République Togolaise, annonce la découverte d'un complot dirigé contre son régime. Il accuse le chef de l'état du Ghana voisin, Jerry Rawlings, d'avoir infiltré des commandos

"lourdement armés" au Togo. L'opposition togolaise en exil devait relever plus tard que les "terroristes venus du Ghana" abattus et montrés à la presse internationale, n'étaient en réalité que des détenus des prisons togolaises dont bon nombre d'opposants - que l'on avait sortis de prison pour les abattre dans les rues de Lomé -.

Encore un hasard curieux : ces événements se produisent quelques jours après que M.Jacques Foccard, conseiller de Mitterrand pour les affaires africaines, se soit promené en Afrique de l'Ouest.

Toujours est-il, que le Président de la République Française, terre des droits de l'homme et des valeurs démocratiques déclare qu'il y a tentative de déstabilisation du Togo et dépêche les parachutistes au secours d'une dictature corrompue, qui occupe régulièrement une place de choix dans les rapports d'Amnestie International pour des brouilles telles que la torture et l'assassinat d'opposants politiques.

Le lien évoqué plus haut s'établit lorsque Jerry Rawlings oppose un démenti cinglant et plein de mépris aux allégations d'Eyadéma. Celui-ci se retourne alors contre Thomas Sankara en accusant le Burkina Faso d'entraîner militairement des opposants togolais dans des camps au sud du pays.

Enfin, une autre question que l'on pourrait se poser porte sur la signification du ballet diplomatique de ces dernières semaines et, dont Paris était le théâtre.

Le 21 septembre voit la visite officielle du Président angolais Eduardo Dos Santos, suivie de peu par celle de Joaquim Chiassano, Président du Mozambique. Peu après, le 8 octobre, il y a la visite privée (?) du sud-africain Pik Botha, reçu par le Ministre français des Affaires Etrangères et par le Premier Ministre. Cette dernière visite aurait été préparée à l'insu de François Mitterrand. Toujours est-il que ce dernier a accepté le 2 octobre les lettres de créances du nouvel Ambassadeur d'Afrique du Sud, ce qu'il avait refusé de faire en juillet dernier.





Faut-il avoir l'esprit particulièrement soupçonneux pour se demander s'il y a un lien entre tout cela et les événements du Burkina Faso, qui ont en la personne de Thomas Sankara, supprimé de la scène internationale celui qui, avec le ghanéen J. Rawlings, était le principal empêchement de néocoloniser en rond en Afrique de l'Ouest.

Faut-il être malintentionné pour suspecter cette vieille garce de bourgeoisie européenne de concocter aux peuples africains un breuvage encore plus malsain que malodorant.

Quoiqu'il en soit, l'orientation que prendra le Burkina Faso au cours des mois, voire des semaines à venir nous fournira très rapidement les réponses à ces interrogations.

**L**a démarche adoptée au Burkina Faso se situait en rupture résolue avec le modèle de développement occidental.

Ce modèle, imposé par l'ancienne puissance coloniale, au mépris de la culture et des besoins africains, était pour le néocolonialisme le moyen de lancer les pays africains dans des investissements de prestige, sans autre but que de maintenir la dépendance et le sous-développement du pays, condition indispensable pour la poursuite du pillage opéré par les occidentaux.

Ce fait explique pourquoi la révolution burkinabée se soit attirée, dès son début l'hostilité, tant des puissances occidentales, que des rois nègres, mis en place et manipulés par celles-ci.

Il serait fastidieux de vouloir énumérer toutes les réalisations mises en oeuvre au Burkina Faso, beaucoup d'autres, journalistes, techniciens, scientifiques et militants l'ont fait avant nous et le feront encore, mieux que nous ne pouvons le faire ici.

Cependant, il est indispensable d'en rappeler quelques traits essentiels.

Comment ne pas saluer avec humilité la mise en place du réseau des dispensaires, la formation, en quelques mois, de plus de 15 000 agents de santé villageois dont le rôle est, comme le disait Thomas Sankara, d'éviter aux gens de tomber malade dans un pays trop pauvre pour pouvoir construire des hôpitaux afin de les guérir, lorsque l'on sait combien nous sommes loin en France d'une médecine de prévention.

Comment ne pas évoquer la construction de beaucoup d'écoles, certes, faute de moyens de simple huttes, mais qui permettent enfin aux enfants boukinabés d'apprendre à lire et à écrire, d'alphabétiser les adultes dans leur langue en 45 jours.

Comment ne pas dire un mot sur le fabuleux effort de mise en valeur et de gestion des ressources en eau, condition de la reconversion en agriculture vers des cultures vivrières, indispensables à l'autonomie alimentaire du pays.

Comment ne pas s'incliner devant l'émancipation des femmes, esclaves de la féodalité familiale avant la révolution.

Il en est tant d'autres réalisations, telle l'abolition des privilèges des castes, l'adoption d'un train de vie ministériel conforme à la pauvreté du pays, que faute de place nous ne pouvons évoquer ici.

Toutefois, les quelques exemples que nous avons cités expliquent que la révolution burkinabée incarnait tous les espoirs de la dignité africaine, qu'elle a suscité l'enthousiasme de la jeunesse africaine - et européenne -.

Ces mêmes exemples font comprendre également les raisons pour lesquelles il y a eu des conflits avec les féodalités établies, celles-ci se voyant supprimer leurs privilèges ou privés des revenus provenant de la corruption.

Conflits aussi avec des dirigeants syndicaux. Ces derniers méritent un mot de notre part.

**L**es syndicats burkinabés, dont, pour la plupart l'origine remonte aux temps de la colonisation, sont en fait des organismes hybrides, dépourvus d'une base de classe. Pour partie une sorte de chambre de métiers, pour une autre, organisation de travailleurs, ils mélangent petits patrons et fonctionnaires, commerçants et enseignants.

Ils se sont trouvés concurrencés, voire dépassés par les Comités de Défense de la Révolution qui disposait d'une base authentiquement populaire et fonctionnant en régime d'assemblée générale, vertus qui manquent à ces syndicats. Certains de leurs dirigeants, inquiets pour leur pouvoir, se sont dès lors ouvertement opposés à la révolution.

Il n'est donc pas surprenant de les avoir vu prendre des positions corpo-

ratistes, défendant les intérêts de la petite bourgeoisie urbaine au détriment des plus démunis et s'opposant à la moralisation de la fonction publique pour maintenir les privilèges abusifs des fonctionnaires.

En ce qui nous concerne, nous ne nous reconnaissons pas en de tels syndicats.

Aussi, ne nous emboîtons nous pas le pas de quelques critiques, dont Amnesty International, qui ont cru devoir reprocher à Thomas Sankara l'emprisonnement de dirigeants syndicaux ou de responsables politiques, accusés d'avoir touché des fonds de puissances étrangères ou de malversations.

Pour notre part, nous aimerions voir les prisons françaises et européennes se remplir de dirigeants syndicaux qui ont perçu des fonds d'officines comme, par exemple, la CIA, qui se sont financés en prenant dans la caisse de la Sécurité Sociale ou qui ont vulgairement détourné les cotisations des travailleurs à leur profit.

Nous aimerions également voir prendre le chemin des prisons ceux des politiciens qui s'enrichissent en prenant dans la caisse des collectivités publiques.

Si tel pouvait être le cas, l'air de notre beau continent deviendrait respirable !

Il est toutefois, pour le concept humaniste qui est le notre, une chose ou la révolution burkinabée nous a laissés sur notre faim : c'est de ne pas avoir l'élégance d'abolir la peine de mort. Le débat sur ce point demeure ouvert.

Syndicalistes révolutionnaires dans un pays industrialisé, nous avons en apparence, des méthodes d'action et des références idéologiques différentes de celles qui ont inspirées la révolution burkinabée.

Mais nous avons aussi la lucidité de voir que la masse des exploités, moteur de la révolution sociale, plutôt que d'agir pour son émancipation, passent leur temps à s'abrutir devant l'écran de leurs téléviseurs ou derrière le pare-brise de leurs voitures, considérant que la lutte de classe n'est d'actualité que pour les pays sous-développés.

Nous savons également que le Burkina Faso n'est pas l'Europe de la fin du vingtième siècle, que le peuple burkinabé ne peut disposer que des moyens et des



références qui lui sont propres et adaptés aux conditions du pays.

Aussi n'aurons nous pas le sectarisme grossier et imbécile à clamer que notre bible syndicaliste révolutionnaire nous désignant le pouvoir politique comme impur, corrompant les hommes ou les éliminant, la fin de Thomas Sankara était une fatalité.

Car, si la liste de ceux qui furent écartés du pouvoir ou assassinés comme Patrice Lumumba, Ahmed Ben Bella, Josef Smirkovsky, Alexandre Dubcek, Olof Palme - pourtant pas un révolutionnaire de choc-, Otelo de Carvalho, et maintenant Thomas Sankara, est effroyablement longue, l'histoire nous enseigne que, lorsque les Danton et les Robespierre se disputent et s'entretuent, il se trouve toujours un Fouché pour prendre le pouvoir. Or l'émancipation du peuple se porte mal lorsque des Fouché sont au pouvoir.

L'émancipation du peuple, l'édification d'une société digne, sans privilèges, sans corruption, affranchie de la grande bourgeoisie, du capitalisme en un mot, de l'emprise de la même Internationale de l'Exploitation que nous combattons en France et que nos compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs combattent dans leurs pays respectifs, tel est l'objectif que s'est donné la révolution burkinabée.

La moralisation de la chose publique, la diffusion du pouvoir à la base, aux assemblées de village, aux Comités de Défense de la Révolution, la responsabilisation de tous les moyens. Une Internationale de la Solidarité éthique.

Comment nous, syndicalistes et internationalistes, ne nous reconnaitrions-nous pas dans cette révolution, dont Thomas Sankara, au cours d'un entretien accordé à Radio Zinzine, le 6 août 1986, attribuait modestement tout le mérite au peuple burkinabé, à son travail et à la confiance du peuple en lui-même.

## BURKINA FASO

### TERRE DES HOMMES INTEGRES

Aucun militant européen, avec toutes ses références idéologiques, avec tous les moyens matériels, bien plus puissants que ceux des burkinabés, dont il dispose n'aurait à rougir d'un tel programme.

Thomas Sankara s'écriait un jour d'octobre 1983 : "Tuez Sankara et il y

aura vingt Sankara". Ce jour là il n'a pas répondu à nos espoirs car il nous faudra des centaines voire des milliers de Sankara pour rendre cette planète enfin vivable.

Nous n'aurons pas la prétention outrancière de vouloir apprécier ici et à la place du peuple burkinabé ce que Thomas Sankara a permis de réaliser au Burkina Faso. Celui-ci est bien mieux placé que nous et bien assez grand pour le faire.

En revanche cette bouffée d'air pur venue de Ouagadougou, dont nous avons senti la fraîcheur nous revigorer

jusqu'ici, au sein de cette vieille Europe corrompue, nous la lui devons.

Tâchons de nous en montrer dignes.

Adieu, Camarade Sankara.

F.FINKELMEYER

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL MARSEILLE

## BIBLIOGRAPHIE

- Jean Ziegler : **Sankara, un nouveau pouvoir africain**, Pierre Marcel Favre Editeur.
- Sennen Andriamirado : **Sankara, le rebelle**, Jeune Afrique-Livres, collection Destins n. 2.

*«L'égalité se réalisera par le mutualisme, la liberté par le Fédéralisme.»*

P.J. Proudhon

# Sans abri sans espoir

**A** une époque où chacun se veut Alternatif, ou l'économie sociale est devenue sujet d'un intérêt croissant sous la poussée du chômage, l'on aimerait trouver dans le mutualisme la convergence des forces, l'expression de ces espoirs.

Déception, à la réunion organisée à Lyon par les Mutuelles de France sur le logement et les sans abris il aura fallu un prêtre et une assistante sociale pour donner des voix aux plus défavorisés.

Au tableau d'un côté l'augmentation des loyers suivant, dès la loi Méhaignerie, une évolution supérieure à la moyenne des prix (Insee), de l'autre le développement de la précarité, du chômage, de la baisse des revenus.

Le résultat de ce calcul social, celui du libéralisme, est affligeant. Pour 1985, trois milles recours à la force publique pour procédure d'expulsion sur Rhône-Alpes et 2500 sans abris. Pour l'essentiel des familles, monoparental ou non, de deux enfants (47%), c'est là le constat de la préfecture du Rhône.

Bien peu mutualiste au sens où nous pouvons le comprendre ceux qui peuvent abandonner le soin d'un tel problème social aux associations charitables et cela

même pourvues en logements vacants. Pour combien de temps encore éloignés de la réalité de la précarité les représentants de la mutuelle de RVI sensibles aux obstacles dressés à l'accession à la propriété?...

Car c'est bien de cela dont il s'agissait, et le représentant des HLM n'était nullement soucieux de voir disparaître les garanties exigées pour l'accession à la location et qui sont causes du surpeuplement dans les taudis que comportent certains quartiers ("La guille", etc...). Contre ces populations encore, la politique de réhabilitation se poursuivra avec, derrière la prétendue préoccupation d'éviter les ghettos de pauvres, une politique d'exclusion de la ville de Lyon.

Certe une nouvelle orientation de la contribution logement des entreprises pourrait faciliter la construction de logements sociaux à moindre prix et coût des loyers, estimés à 25% par un représentant du mouvement coopératif. Un défi de la misère? déjà plus de dix milles logements sociaux du à cette même politique pour les années 60 doivent être détruits, qui osera encore parler de spéculation foncière...

Mutuellistes qu'alliez vous faire dans cette galère.

Y.D.

XX<sup>ème</sup>

# Anniversaire des vendanges

**T**out le monde, par partis et institutions interposés a des anniversaires à fêter. Moi, j'ai voulu m'en créer un sur mesure. A l'occasion de mon vingtième anniversaire de vendanges, j'ai voulu me rendre là où, en 1967, je fis les premières, à Rivesaltes où je suis arrivé à bicyclette lors de la troisième décennie de septembre. Mais ce cheminement, naïvement dédié à Bacchus, a abouti à la rencontre d'une «*cour des miracles*» si sordide que toute illusion d'agrément dyonisiaque en était bannie.

De manière aussi schématique et humoristique que possible, je vais tâcher ici de faire le bilan de ce XXème :

Impossibilité de trouver ne serait-ce qu'une journée de travail tout au long du parcours (Carpentras-Rivesaltes), les machines à vendanger ou les équipes déjà formées m'ayant devancé.

A Rivesaltes, une agréable nouveauté tout de même, un jardin communal, au bord de la rivière, permettant de bivouaquer et de dormir à la belle étoile en attendant un débouché vendangesque.

## UN LARGE ATTROUEMENT DE MARGINAUX.

Un large attrouement de marginaux et routards en tous genres était là depuis plusieurs jours. Les déchets plastiques et bouteilles parsemées à la ronde semblaient en témoigner, vu l'aspect de décharge que le lieu commençait à prendre, à l'encontre de sa bonne apparence initiale. Je me suis installé alors à l'autre bout du «*camp*», sentant d'embellée que je n'étais pas sur la même longueur d'ondes que mes «*compagnons de misère*».

Mais il était utopique de vouloir se détacher de la réalité de ce milieu hyper-décontracté. Les éclats de leurs tortueux problèmes devaient finir par m'investir à mon tour. Les voilà en ordre chronologique, depuis le soir de mon arrivée...

Au milieu du «*clan espagnol*» éclate une première dispute, assez violente entre deux fiancés, Sacratio et Jesus (je les aurais inventé de toutes pièces, je n'aurais pu imaginer des noms plus pittoresques). Ce dernier, en bon mâle, a laissé tomber sa Sacratio, enceinte, pour filer avec une autre. Sacratio se console comme elle peut, danse avec un gars, un français... Jesus ne tolère pas cet affront ; c'est la bagarre...

Plus tard, elle vient me demander une couverture, n'ayant plus de quoi se couvrir depuis la rupture avec Jesus. Une heure après qu'elle se soit éloignée avec ce que je lui avais donné, je la vois se pointer à nouveau. Elle me demande de lui procurer de quoi se piquer... elle tremble et pleure ; une crise de manque. Je n'ai que ma parole pour l'aider et, à la fin, entre une blague et une anecdote, j'arrive à la faire rire. Plus calme, elle va se coucher...

Le lendemain, je suis en train de discuter avec un jeune marocain et une fille Kabyle cherchant comme les autres à vendanger. Sacratio arrive, injuriant Jesus dont elle souhaite la mort. Jesus vient la rechercher et l'arrache brutalement à notre compagnie. J'essaie de m'interposer en lui disant qu'il pourrait s'expliquer avec elle autrement. A quoi il me répond qu'il n'a pas à s'expliquer, car il va la tuer... Sur ces mots fracassants, il l'entraîne au bord de la rivière... je ne sais pas sur quel pied danser, sa-

chant par expérience, directe et indirecte, que quand on veut se mêler des problèmes des autres, même animé de bonnes intentions, on risque de se faire agresser par les deux qui forgent en l'occurrence une subite alliance contre l'intrus... je ne les quitte tout de même pas des yeux... je les vois enfin s'embrasser passionnément... Ouf !

Je venais de terminer mon «*ouf*» quand un certain Miguel arrive, l'air effarouché, qui nous demande, aux deux maghrébins et à moi, où est passé Jesus... «*Avec Sacratio, au bord de la rivière. Pourquoi ? Es-tu pressé de le voir ?*» «*-Je vais le tuer !... Il m'a fauché le portefeuille avec 100 F dedans !*».

«*C'est vraiment une manie*», me dis-je, «*tout le monde veut tuer ou souhaite la mort de tout le monde.*»

Comme je discutais de ces événements avec mes compagnons, le marocain, un fataliste qui était en quête d'un sens à sa vie sans se départir de sa foi religieuse, me déballa tout ce que j'avais toujours entendu au sujet du fruit interdit, Eve, etc., etc... concluant que par là Allah, Dieu, avait voulu soumettre l'homme à une sorte de test...

Exacerbé comme je l'étais par les spectacles décevants qui se déroulaient depuis mon arrivée, cette histoire de test divin n'a fait que déboucher la marmite des polémiques... «*Il faut vraiment avoir l'esprit bien vicieux pour concevoir des*

*tests de cette sorte, d'autant que votre Dieu omniscient était sensé connaître les limites des êtres qu'il avait créé... Ce serait comme de mettre un pot de confiture à la portée d'un enfant gourmand en le menaçant des pires chatiments s'il y plongeait le doigt ; ce n'est là que du sadisme pour avoir le plaisir de sévir sur le «*fautif*» qu'on a mis en condition de fauter.*

## MIGUEL QUI VOULAIT TUER JESUS.

Je venais de donner libre cours à ce défoulement anti-divin quand un grand gaillard, s'asseyant à côté de nous, faisant allusion au Miguel qui voulait tuer Jesus dit, d'un air entendu, qu'il ne perdait rien pour attendre... J'appris les raisons de cet énième règlement de comptes au programme : le Miguel, avec sept autres individus, l'avait invité un mois plus tôt sous un pont de Perpignan. Après avoir mangé et surtout bien bu, après qu'il ait été bien rond, ils l'avaient volé, s'acharnant sur lui à coups de pieds et de poings et le réduisant en bouillie...

Des compagnons de cet inconnu, qui se vantait, entre autres choses, de plusieurs braquages et hold-up, apparurent, bien patibulaires et disparurent, après m'avoir proposé du shit.

Le lendemain, j'apprenais qu'ils venaient de faire un grand coup... en dévalisant, dans un lycée de bonnes sœurs, les cahiers et vêtements des écoliers...

Le surlendemain, les gendarmes sont venus, ont perquisitionné les sacs de tout le monde, et, n'ayant rien trouvé, ont chargé leur mission d'un grief supplémentaire : des mamans, habitant de l'autre côté de la rivière, outrées par les libres ébats d'un couple qui s'affichait à la vue de tous avaient protesté pour qu'une attitude aussi scandaleuse cesse. Cette «*liberté sexuelle*» me fut confirmée par l'amie Kabyle qui en était dégoutée, tandis que le Marocain, étrangement, trouvait cela normal, chacun était libre de faire ce que bon lui semble.

Résultat, tout le monde devait quitter les lieux, sans quoi ils viendraient avec les gaz lacrymogènes.

Un lieu public, où le public (parents et enfants notamment) n'ose plus mettre les pieds à cause de cet envahissement de la part d'une marginalité véhiculant une pratique de la liberté où le

mépris de celle des autres est évident, n'a pas été géré de manière saine et harmonieuse, c'est le moins qu'on puisse dire...

Dans ces conditions, on a beau parler d'attitude répressive des forces de l'ordre, je ne me sentirais pas la possibilité de contester leur intervention...

Cependant, je ne peux pas m'empêcher de poser une question :

Dans des circonstances semblables, d'un point de vue libertaire, qui est comment peut réussir à faire triompher un ordre harmonieux reposant sur le respect d'autrui ?

Et n'oublions pas une chose... ces agissements d'une certaine marginalité «libre» et sans scrupules, ne font qu'exciter et justifier les différentes politiques répressives... Et... paradoxalement les régimes «forts» voulant imposer l'ordre autoritaire, comme ce fut le cas du fascisme italien, n'hésiteront pas à recourir à cette même faune de sous-prolétaires je m'en fouttistes et chargés de violence... la racaille des chemises noires italiennes était en bonne partie constituée par ces spécimens qui, dans l'état actuel des choses, savent rendre invivables jusqu'à ces espaces où, malgré tout dans un autre état d'esprit, il est possible de vivre, et même pas trop mal, si chacun sait y mettre du sien...

### LA MERDE VIENT D'EN BAS.

Moi, je ne sais pas ce qui précède quoi... si l'existence précède l'essence comme il apparaît dans l'article de novembre : «*Pourquoi l'anarcho-féminisme*», ou si c'est l'inverse... ; le fait est que toujours que la merde et une conséquente situation merdique se dégagent bien souvent des invidius eux-mêmes, «*par en bas*», sans qu'on puisse décharger la responsabilité sur la société, le système, etc... si «*l'homme est tel qu'il se veut, il est responsable de ce qu'il est ce qu'il est*», d'après «*l'existence précédant l'essence*», et bien, on est pas près de sortir de l'auberge en voyant dans les faits comme, généralement, «*il se veut*»...

Et si, vice-versa, c'est l'essence qui précède l'existence, alors l'idée de choix et de responsabilité disparaît et ce n'est pas moins ardu, ça l'est même plus, d'envisager une évolution libertaire dans un monde peuplé d'êtres «*essentielle-ment*» bornés dans une laideur et une arrogance qui se marient bien avec le monde qui a établi des lois pour mâter la petite racaille sous l'égide de la grande et incontournable qui légifère et domine toute la planète.

En tout état de cause, reste évident le bien fondé, hélas ! de ce que dit *Maria Matteo* dans «*une hypothèse à construire*»... «*Croire que les exploités, les opprimés, les humbles, les femmes, soient innocents, est un dangereux aveuglement.*»...

Le tableau qui précède était l'illustration d'une période de quête d'un fantomatique travail.

Je l'ai trouvé enfin, en chargeant le vélo sur le train pour retourner à la case départ ; à Vacqueyras, ville du troubadour Rimbaud. Mais, là non plus, ce fameux XXème ne devait connaître aucune joie poétique ni dyonisiaque... Le vin que j'y ai bu, à failli tourner au vinaigre dans mes tripes éprouvées par des situations non moins démoralisantes :

Un contremaître, frustré de n'avoir pu devenir patron au cours de son existence, cherchait une compensation à ce manque de réussite, en jouant de son pouvoir vis à vis du troupeau que lui était confié...

### LA MONTRE A L'HEURE DU PATRON.

Le grignottage des minutes en réglant la montre à l'heure du patron qu'il aurait voulu être, était à l'ordre du jour. On partait 10 minutes avant l'heure de la maison pour se rendre dans les vignes assez éloignées dans les dentelles de Mont-Mirail. D'après le partage équitable du temps perdu en route nous aurions du quitter la vigne 10 minutes avant midi ou avant 18 heures. En fait, à midi (dans le meilleur des cas, car sa jouissance de patron par interim le poussait à laisser couler encore quelques minutes bien souvent).

Je faisais mine de rien ; l'autruche donc, pour avoir la «*paix*», bien content d'avoir enfin trouvé une place après des longues et pénibles recherches sans résultat.

Cependant dans la camionnette qui nous transportait, ne manquaient pas des réflexions outrées, vertement exprimées : «*encore 2, 3 minutes de retard ! on s'est fait encore baiser la gueule ! il (le contremaître) nous prend vraiment pour des cons !!!*»

L'autruche, dérangée dans sa «*paisible*» fuite, a enfin relevé la tête. Le lendemain, en abordant la question au delà des simples 2, 3 minutes, elle a demandé au contremaître ce qu'il pensait faire du fameux partage du temps du transport, moitié pour le patron, moitié pour les ouvriers... ; rien de terriblement revendicatif, le patron lui même reconnaissant la légalité toute ordinaire de la chose...

Le contremaître, contrarié dans ses prérogatives décisionnelles que lui donnaient l'accoutumance d'un pouvoir qui lui revenait en entier (y compris celui de prendre les vendangeurs pour des cons) est devenu rouge de colère, débordant d'un jargon arrogant qui prétendait ne pas tolérer d'intrusions dans sa manière de «*mener l'équipe*»...

L'altercation a duré quelques minutes... Tout autour, le silence ; pas un seul des rouspéteurs de derrière les coulices n'a pipé un seul mot... ils ont enfui leurs gueules (les gueules baises d'après eux-mêmes) dans le feuillage des souches, en continuant à travailler comme si le débat entre l'«*autruche*» et le contremaître ne les concernait pas...

J'ai failli être mis à la porte... des champs... les demandeurs d'emplois ne manquant pas et je ne pouvais certainement pas compter sur les compagnons de travail. Mais puisque les insinuations de «*refus de travailler*» rapportées par le contremaître n'ont pas trouvé l'écoute désiré par ce dernier, on m'a mis dans une autre équipe... une sorte de... «*légion étrangère*» composée surtout de marocains, de deux hongrois et de quelques français...

Là, le climat était plus détendu... mais quand il s'agissait de l'arrêt du travail, le même noeud reapparaissait. Seuls les hongrois exigeaient l'arrêt à l'heure qu'il fallait. Pour que tout soit clair une fois pour toutes, la question, je l'ai posée au patron lui-même, devant toute l'équipe, le jour où il est venu en visite dans les vignes... Très poliment, contrairement au contremaître plus royaliste que le roi, a reconnu ouvertement la validité de ce que j'avançais...

Croyez vous que cela a changé quelque chose dans l'attitude de l'ensemble de l'équipe ? Pas du tout ! Tant que ce n'était pas midi pile, personne ne bougeait. On arrivait à la maison à 12 h 20 et à 13 h 30 on recommençait... il fallait bouffer avec l'entonnoir pour être dans les temps. Les marocains me retournaient qu'à midi on pouvait très bien se contenter d'une boîte de sardines...

parmi les marocains il y en avait qui parlaient très bien le français ; il y avait aussi des français, donc tous, nous savions ce dont il s'agissait, mais tous ces jours c'était des éprouvantes polémiques polémiques pour faire passer ce à quoi le patron lui même avait donné son «*accord*»...



C'est ennuyeux, sûrement, de lire en détails ce genre de quotidienneté dans un travail aussi aléatoire que les vendanges, mais pas mal d'ingrédients sont ici réunis pour montrer comment par lassitude on peut devenir « autruche », et comment, même en voulant réagir, on se trouve alourdi, entravé par ses propres compagnons de travail...

Est-ce qu'un profond atavisme pétri d'obéissance empêche d'écouter et de s'écouter vraiment même quand cela n'entraîne aucun danger ? Est-ce que l'essence est réglée pour faire encore plus que ce que le patron demande pour s'assurer d'être bien vu et apprécié et donc culpabilisé si n'on n'agit pas ainsi ?

Mais si l'existence découle de cette essence profondément ancrée, quel procédé éducatif peut en venir à bout ?

Dans « Une hypothèse à construire » de Maria Matteo je lis encore : « ... n'existe pas de forme de pouvoir qui ne dépende pas d'un certain consensus, ou tout du moins d'une non opposition. » « ... Il est très difficile de se libérer des contraintes qui nous viennent de l'extérieur, mais il est encore plus difficile de

se séparer de l'image que l'éducation nous a fournie et qui, aujourd'hui, nous constitue. »

Des propos qui résument fort bien ce qui précède, même si dans les cas que j'ai cités il ne s'agit pas du problème de l'inégalité des sexes ce à quoi Maria Matteo faisait référence.

Mais si je me trouve si fréquemment emmêlé dans des situations si emmerdantes et appremment insolubles, je dois m'avouer que cela tient avant tout à une forme particulière de paresse qui me fait choisir la facilité, aussi relative soit-elle...

Oui, parce que au lieu de me mettre en condition de produire par moi-même mes moyens de subsistance, je préfère me louer aux uns et aux autres en échange d'un salaire (et tout ce qui s'en suit) pour me procurer par l'argent ce que j'ai refusé de produire moi-même.

L'autarcie ne serait en fait pas impossible pour peu qu'on sache se contenter du minimum vitale en tournant le dos au superflu qui fait perdre la vie en la gagnant ou en croyant la gagner.

Mais si cette « paresse » est l'entrave

maîtresse d'un choix qui pourrait nous écarter des chemins vicieux qui usent l'esprit et le corps à la suite des chimères d'une pseudo-liberté dans la vie confortable de nos sociétés, c'est, en fin de compte, qu'on choisit et on préfère pratiquement, de collaborer avec un système que par ailleurs nous critiquons et prétendons combattre et dépasser...

Car, il est difficile de se libérer des contraintes extérieures, parce que les contraintes intérieures font main mise sur nos potentialités qui, étouffées et dispersées dans des rêveries ne font de nos « rouspétances » que des stériles velléités...

Tout en espérant me tromper et que ce que j'avance n'est valable que pour moi et d'autres rares individus à l'esprit ankylosés...

Et ici je m'arrête en vous souhaitant à tous, cohérence, détermination et beaucoup de gaie-santé...

**Giordano Bruno  
Giglioli**

15 novembre 1987



reste le lieu vivant dans la peau de dizaines de milliers d'individus. Des « biologistes » (biologie : étude du vivant, des êtres vivants) des « Chroniques Syndicales » de Radio-Libertaire et de la revue « IRL » se sont récemment penchés sur sa belle vitalité pour se donner les moyens d'en transmettre la vibrante jeunesse, toujours présente. Voici les premiers axes de leur travail commun.

#### LA MATIERE VIVANTE

L'Histoire est trop souvent incalquée à nos « chères têtes

blondes » comme étroitement liée à l'influence des hommes exceptionnels. Il s'agit pour nous de montrer le visage, la voix, le cœur, le sang, les sentiments de quelques-uns de ces anonymes, qui ont été les véritables « acteurs » de Mai 68 ; et aussi d'évoquer, en retour, comment une telle période, où « le monde bouge », a pu influencer en profondeur la personnalité de chacun.

Dès maintenant, nous allons à leur rencontre pour parler de leur vécu, de cette époque à aujourd'hui.

Leurs témoignages, leurs « histoires » seront conservés sur cassettes. Aucune limite à nos recherches : étudiants, lycéens, paysans, salariés, de toutes régions, de toutes couleurs, seront sollicités par nos micros, afin de comprendre l'évolution de leurs espoirs pour CHANGER LA VIE.

#### LES ETRES VIVANTS PARLENT AUX ETRES VIVANTS

Les documents ne sont pas destinés à être pieusement conservés dans un panthéon soixante-huitard, mais servi-

ront de base essentielle de travail pour tous les « supports » désireux de les utiliser : sonores (radios, reproduction de cassettes...) ou écrits (dossiers, revues, journaux...)

L'utilisation de ces matériaux de base pourra être aussi bien globale, que par thèmes (par exemple : l'éducation, la santé, les femmes...).

#### CE N'EST QU'UN DEBUT...

Au-delà de ces premières initiatives, d'autres actions sont possibles : mettons l'imagination au pouvoir...

#### ... CONTINUONS LES CONTACTS

Pour participer à tout cela, pour proposer d'autres idées, contacter le plus tôt possible :

— « Chroniques Syndicales » de Radio-Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: (16 1) 42 62 90 51, le samedi de 11h30 à 14h.

— IRL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon. Tél.: 78 29 28 26 le jeudi soir après 20 h 30.

Suite au communiqué paru dans le dernier numéro d'IRL et concernant « Mai 68 » nous avons rencontré des copains de « Chroniques Syndicales » de Radio Libertaire, avec qui nous essaierons de travailler sur un dossier à paraître en avril 1988 pour le numéro 77 d'IRL.

Voilà un bref compte-rendu de ce que nous envisageons de faire.

# A N A R C H I C A



## REFLEXIONS SUR L'INEGALITE SEXUELLE

LYON 30-31 OCTOBRE 1 NOVEMBRE



Une centaine de personnes ont participé au Colloque «Anarchica: Réflexions sur l'inégalité sexuelle». Beaucoup de femmes, mais aussi des hommes, des militant(e)s (pour la plupart libertaires mais aussi féministes) et des personnes intéressées au sujet.

Les participants venaient de plusieurs villes de France et d'autres pays (Italie, Espagne, Hollande, Suisse, Suède, Belgique, Amérique du Nord, Turquie). Les discussions ont été parfois houleuses, parfois difficiles. Mais le sujet n'est pas des plus simples et nous prend aux tripes, car chacun, chacune d'entre nous vit quotidiennement les différences entre hommes et femmes, entre culture et nature, etc...

Nous n'avons pas ici le temps ni l'espace de vous proposer une réflexion sur ces journées, que nous espérons vous proposer dans le prochain numéro.

Aujourd'hui, nous voulons seulement remercier tous les participants, et les structures libertaires lyonnaises, et les copains qui nous ont aidés au cours de ces journées.

Dans les pages suivantes, nous vous proposons de lire une intervention in-extenso de Ariane Gransac, et une contribution d'une copine portugaise qui n'a pas pu faire le déplacement. Vous trouverez, dans les pages centrales de ce numéro, des photos du Colloque et de la soirée de fête organisée par des copines libertaires dans les locaux de Wolnitza.

Enfin, l'ACL prévoit de publier un volume avec une bonne partie des travaux préparés pour ce colloque. Mais vous pouvez toujours vous procurer le numéro 74 d'IRL qui contenait une partie des contributions ainsi qu'un texte sur l'anarcho-féminisme.

# L'anarcho-féminisme et la cuisine commune de kropotkine

**L**e refus de l'inégalité entre les deux sexes de l'espèce humaine a amené les femmes, organisées ou non, à produire un ensemble de théorisations qui ne sortent généralement pas du champ délimité par le système de domination et qui ne peuvent donc conduire à autre chose qu'au renforcement de celui-ci.

Ce constat et la situation actuelle du Mouvement Féministe, et des femmes (puisque l'influence du Mouvement Féministe a largement dépassé le nombre des femmes organisées), amène un nombre croissant de personnes à se poser des questions sur les fins et les moyens que le Féminisme prétend incarner et mettre en oeuvre pour mener à bien la libération de la femme.

Ces questions ont pour source, ce me semble, non seulement la misère de l'idéologie Féministe institutionnalisée, depuis que les Partis et le Etats l'ont récupérée à leur profit, mais aussi le fait qu'à travers cette institution toutes les contradictions et impuissances de cette idéologie ont été mises en évidence.

Malheureusement, et même du côté de ceux et celles qui depuis toujours mettaient en garde contre l'inévitabilité de cette institutionnalisation (anarchistes inclus/us), il n'a jamais été ou très rarement compris que la revendication égalitaire entre les deux sexes ne pouvait, pour se réaliser, qu'être le fruit d'une décision commune des deux sexes: c'est-à-dire comme un acte de volonté politique des femmes et des hommes qui auront "choisi" cette éthique, qui auront été convaincus que l'égalité des deux sexes est une vérité biologique, ontologique ou autre...

Le problème de l'inégalité et de l'égalité entre les sexes tout comme entre les humains en général, se situe au niveau de l'organisation sociale, et est un problème idéologique, politique. Confondre les niveaux nous amène à des situations dont l'embrouillamini nous pousse à chercher des solutions à de faux problèmes ou à les poser de manière irrésoluble.

Tenter de prouver scientifiquement l'égalité des sexes est donc un faux problème. L'important est de mettre en évidence le fait que dans la société où nous sommes (et probablement dans toutes celles qui l'ont précédée) les femmes sont discriminées, ce que nous considérons inadmissible.

Mais pour que cette mise en évidence soit valable, il faut qu'elle révèle les mécanismes qui font que nous reproduisons consciemment et inconsciemment les "normes" du système de discrimination contre lequel nous luttons.

## DE LA LEGITIMATION DE L'IDEE D'EGALITE ENTRE LES DEUX SEXES

**J**usqu'à présent, tout n'a pas encore été découvert, déduit, interprété, par le Mouvement Féministe, sur une origine de l'inégalité entre les deux sexes de l'espèce humaine. Origine marquant historiquement la perte du Paradis - ce lieu indéfini dans le temps et dans l'espace d'avant l'"histoire" où les êtres humains des deux sexes étaient égaux et sûrement heureux. Les divers mouvements féministes contemporains ont, en effet, relancé cette recherche de l'origine "supposée" de cette inégalité, contestant le modèle validé par l'idée que l'humanité avait toujours été organisée en fonction de l'inégalité sexuelle. Recherche tentant de prouver qu'au départ les être humains ont vécu égaux et qu'ils ensuite "délié" vers une inégalité sexuelle -déviation liée à l'instauration d'un type donné de société. Cette recherche est d'ailleurs celle que l'on retrouve notamment dans les écrits des penseurs révolutionnaires du siècle dernier, influencés par les idées de Darwin, entre autres.

Il est évident que notre culture nous pousse à croire au Paradis perdu et à devoir prouver son existence pour légitimer la revendication d'égalité entre les deux sexes (celle-ci devant, pour être envisageable, d'avoir déjà existé ; c'est-

à-dire: être déjà inscrite dans l'histoire de l'humanité).

Mais il semble que cette nécessité de légitimation de l'idée d'égalité des deux sexes doive nous entraîner plus loin encore, car, puisque c'est du corps humain dont il s'agit, nous devons pouvoir prouver que les corps des deux sexes sont égaux (même s'ils ont quelques fonctions différentes, ect...).

De plus, le besoin de preuves scientifiques est très ambigu, et semble subordonner les raisons éthiques à des considérations secondaires et aléatoires, qui, de par leur nature même, sont provisoires et contestables. Donc, n'est-il pas suffisant, pour légitimer la lutte pour une société égalitaire, de vouloir en finir avec un système social basé sur une "supposée" inégalité "naturelle" entre les êtres humains?

Ainsi, après avoir contesté la profusion d'argumentations scientifiques (anthropologies, ethnologiques, biologiques, ect...) et de références historiques dans les publications des mouvements féministes dans le monde, nous nous demandons:

- Quel est le sens réel de cette nécessité de légitimer "scientifiquement" l'idée, la revendication d'égalité entre les deux sexes?

- Où peut nous conduire l'insistance du Féminisme à vouloir légitimer le principe d'égalité entre les sexes sur la base d'une analyse l'établissant comme vérité historique?(1)

Il est vrai que, comme le dit Michelle Perrot, "l'histoire des femmes se veut davantage l'histoire des rapports de sexes et de genres"(2), et qu'elle cherche essentiellement à mettre en relief ce que l'Histoire cache ou minimise; c'est-à-dire la présence des femmes. Mais en les intégrant à l'Histoire, c'est celle-ci qui est entérinée!

En outre, cette volonté (et le discours qui l'accompagne) de prouver la "présence" des femmes dans l'Histoire nous détourne de la question fonda-

mentale, en nous perdant dans les réponses à des questions historisantes: quel a été le rôle réel des femmes dans le "destin" de l'humanité? A-t-il été uniquement celui que nous raconte l'Histoire? ou bien: les femmes ont elles été plus importantes dans l'Histoire que celle-ci ne le dit?, ect... Ainsi nous ne nous demandons plus si l'Histoire est le reflet authentique de la réalité ou bien s'il y a une autre Histoire possible de cette réalité; c'est-à-dire une réalité sans Histoire.

Les citations qui suivent, montrent le glissement progressif de ce discours féministe:

Remarquant que le Mouvement Féministe "a donné une impulsion nouvelle à l'histoire des femmes", Rolande Trempe proclame: "Tout un champ d'études s'est ainsi ouvert aux sciences humaines. La création d'une Action Thématique Programmée (ATP) sur les recherches et études féministes par le CNRS témoigne de son importance. Elle consacre en quelque sorte la reconnaissance par les milieux scientifiques de l'intérêt de ce type de recherche". Michelle Perrot (au colloque d'Aix en Provence : l'histoire des femmes est-elle possible?) disait: "Mais des femmes vient, en France comme ailleurs, du mouvement des femmes elles-mêmes et des multiples interrogations et remises en question qu'il a entraînés. Y a-t-il, à travers le temps, une identité collective des femmes? D'où venons nous ? Où allons nous? Apparemment vouées au silence de la reproduction, à l'infinie répétition des tâches quotidiennes, à une division sexuelle du monde qu'on croirait parfois immobile au point qu'on en recherche l'origine dans la nuit des temps, les femmes ont-elles seulement une Histoire?". Et toutes ces remises en question amènent à la constatation suivante de M.Perrot : "Un besoin d'histoire s'est fait jour un peu partout (qui correspond à la percée politique du MLF). L'histoire des femmes et du féminisme permet de la replacer dans l'histoire globale dont elle ne saurait être séparée".

Les femmes sont donc en train de construire leur histoire dans l'Histoire, de s'y intégrer "officiellement" tout comme les peuples colonisés par l'Occident qui durent construire leur Histoire pour exister comme Etats (puisque la légitimation de la colonisation était basée sur le fait que ces peuples n'en étaient



pas, n'ayant pas d'Histoire, et à fortiori n'avaient aucun Droit au territoire sur lequel ils vivaient).

Mais nous savons que l'Histoire est inséparable de l'Etat, et que toute domination est basée sur la falsification de la réalité.

Donc, la pratique ordinaire de la recherche va dans le sens d'apporter des agencements successifs à la falsification, car seulement ainsi la recherche peut arriver à faire partie des Institutions Académiques et de l'Appareil Culturel des Etats.

Ce besoin, pour les femmes, d'être dans l'Histoire est lié au fait que la revendication d'égalité, qui est formulée dans une société hiérarchisée, ne peut remettre en cause ce système; puisqu'elle ne peut se situer qu'au niveau du Pouvoir. L'idée d'égalité des deux sexes, revendiquée au niveau de la loi de l'Etat, ne peut qu'intégrer la nécessité de légitimation, et la légitimation même, dans la lignée des idées reçues de la conception du monde du Système social dans lequel nous vivons; conception véhiculée par l'Histoire, quelle qu'en soit la définition : Histoire depuis qu'il y a un langage humain, Histoire depuis qu'il y a écriture, depuis que l'histoire a été transformée en Histoire par les vainqueurs; c'est-à-dire depuis qu'il y a un "début" et une "fin"...D'ailleurs, la démarche même des femmes pour être

reconnues dans l'Histoire correspond à la phase actuelle de pénétration, d'invasion jusqu'aux couches les plus basses dans la société, de la "conscience historique" la plus avancée...

Nous ne voulons pas dire qu'il faille laisser de ce côté toutes les recherches et questionnements, car il est important de mettre en évidence la manipulation, la falsification de la réalité biologique et sociale de l'espèce humaine. Mais pour remettre en cause notre interprétation du monde l'on peut se limiter à ces questionnements, en gardant le même schéma théorique d'explication du monde à travers la biologie et l'Histoire. Ce serait comme si, voulant remettre le Temps en question, nous nous limitions à changer l'heure de nos montres.

---

## LA CUISINE COMMUNE

---

**S**i l'on regarde l'évolution du mouvement féministe un peu partout dans le monde, l'on peut constater qu'il n'a ni commencé, ni même ne s'est





développé dans un cadre anti-capitaliste...Les premières organisations de femmes, comme les premiers discours sur l'égalité des sexes, ont regroupé des femmes dont le niveau matériel et culturel leur permettait de n'être pas complètement écrasées par indépendance à l'intérieur du système capitaliste. De ce fait, les revendications féministes ont été à peu près intégrées, même si de par leur nature certaines étaient objectivement anti-capitalistes, puisqu'elles touchaient le fondement du Système par le biais de l'institution familiale.

C'est au fil des diverses révolutions, et de l'organisation progressive du mouvement ouvrier, que les idéologies révolutionnaires ont analysé le problème de l'égalité des sexes d'un point de vue anti-capitaliste : tant les marxistes (Engels entre autres avec ses études sur l'Origine de la Famille, ect.) que les anarchistes.

En bref, ce que nous essayons de dire c'est que la revendication d'égalité des sexes n'est pas "révolutionnaire" en soi, elle le devient quand elle s'inclue dans la lutte pour l'égalité de TOUT le monde sur des positions idéologiques et éthiques visant une révolution sociale qui ne se limite pas, comme nous le disons plus haut, "à changer l'heure de nos pendules"...

Les anarchistes, comme les autres révolutionnaires, ont aussi énoncé, tout en étant conscients de leurs contradictions, le projet d'une société future sur des bases historiques et scientifiques.

Et bien que nous n'en soyons pas encore à sa réalisation, nous allons prendre comme exemple significatif l'idée développée par Kropotkine sur une société libertaire future (La Conquête du pain) pour mieux comprendre notre aliénation présente à partir de certaines projections sur ce Futur libre.

Il est vrai que Kropotkine est très méticuleux, précautionneux, quand il expose l'idée anarchiste depuis la perspective de sa réalisation (dans les années 1880), à partir du collectivisme bakouniste, du fourierisme, etc...Laisant de côté la description d'un paradis utopique, d'une société parfaite, il fait une analyse critique des problèmes spécifiques en recherchant des solutions possibles pour une société juste et égalitaire basée sur le "bien-être" de tous.

Tout au long de ses réflexions Kropotkine se réfère à l'individu, au et aux peuple/s, à l'humanité, à l'Homme, et à la population en général sans distinction de genre ni de sexe. Il prend soin de préciser que la transformation de la société ne se fera pas en un jour, et dans ses propositions d'organisation sociale il tient compte du point de départ, c'est-à-dire, de notre adaptation aux structures et fonctionnement de la société capitaliste

Nous pouvons donc supposer que cette considération qui l'amène à parler des femmes lorsqu'il aborde le problème de la vie domestique...Mais quand il dit que "émanciper la femme c'est la libérer du travail abrutissant de la cuisine et du lavoir; c'est s'organiser de façon à ce qu'elle puisse élever et éduquer ses enfants, si elle le désire, tout en ayant du temps pour participer à la vie sociale", la femme reste liée à l'éducation de ses enfants. Et cela me semble significatif et indicatif de notre capacité à sortir des "spécificités" traditionnelles, de même que pour imaginer de vraies relations ou rapports libres. Ainsi, quand il critique ceux qui projettent sur la vie domestique (dans la société future) la division des tâches par sexe, même s'il souligne que la "femme aussi réclame sa part d'émancipation de l'humanité. Elle ne veut plus être la bête de somme de la maison. C'est assez déjà qu'elles doivent consacrer tant d'année de sa vie à élever ses enfants", il est incapable d'imaginer la femme sans le poids de sa "spécificité".

En outre, Kropotkine adapte le progrès technologique pour projeter sur le futur l'image d'une humanité libérée, par la machine, des travaux pénibles et pouvant ainsi se consacrer à des activités créatives, artistiques, ect...Mais il ne réussit pas à penser que la liberté et l'égalité en d'autres termes et dans d'autres paramètres que ceux de notre culture. Et ceci est encore plus frappant quand il fait la description exhaustive de l'abrutissement du travail domestique (reprenant d'ailleurs certaines revendications des mouvements féministes de l'époque.) Evidemment, il dit qu'il faut libérer les femmes par la machine, prenant comme exemple la société américaine qui introduisait déjà les services collectifs et commerciaux : laveries mécanisées pour le linge, la vaisselle, etc...Ainsi, pour le problème de la cuisine, il propose les cuisines

communes (s'inspirant des services de plats cuisinés à emporter déjà en vogue aux Etats-Unis), en soulignant l'économie d'énergie et de main d'oeuvre ("50 foyers allumés là où un seul suffirait. 50 femmes perdant leur matinée alors que deux personnes suffiraient"). Mais quand il essaie de répondre prospectivement aux questions que soulève la considération du droit à la différence (chapitre : Les vivres) il glisse de nouveau et significativement sur la pesanteur culturelle de la "spécificité" féminine : "Nous savons qu'il y a mille manières de cuire les pommes de terre, mais ce ne serait pas pire de les faire cuire dans une seule marmite pour 100 familles à la fois. Nous comprenons que la variété de la cuisine réside surtout dans le caractère individuel du raisonnement de chaque femme dans sa maison, la cuisson en commun d'un quintal de pommes de terre n'empêcherait pas chacune de l'assaisonner à sa manière".

Kropotkine, bien-sûr, tient compte du lieu d'où il parle, il est conscient que cette société basée sur la division du travail et des rôles ne se transformera pas en un jour, de même qu'il sait que nous sommes tous/toutes influencés par la culture de la société dans laquelle nous vivons, qui nous inculque une certaine vision du monde -raison pour laquelle nous avons tous des difficultés à imaginer une société totalement différente ("nous avons tous été allaités avec des préjugés...toute notre éducation...nous habitue à croire... " etc...) Mais le fait est que tout en sachant cela, nous continuons à parler de la liberté et de l'égalité (et sans doute à y croire) d'une manière abstraite, très "théorique", qui nous empêche de "voir" notre réalité quotidienne et permanente, telle quelle est (et d'en tenir compte pour ne pas tomber dans la caricature ou la démagogie), et d'analyser notre impuissance à en sortir. Non seulement dans le domaine des rapports entre hommes et femmes et vice versa, mais aussi des rapports entre "camarades"; puisque tout en nous revendiquant d'un anti-autoritarisme rigoureux, nous n'avons pas su dépasser, au moins dans le milieu libertaire, le sectarisme et toutes les "déviation" autoritaires de la lutte pour le pouvoir, la valorisation personnaliste, etc...

Donc, pour bien comprendre le symbolisme et le sens de ma référence à la "cuisine commune", il faut tenir compte



de notre réalité et des contradictions concrètes et quotidiennes de notre pratique humaine et sociale. Savoir que nos aspirations à la liberté et à l'égalité pour tous correspondent à notre positionnement éthique, idéologique, politique, et qu'il n'a de sens que d'un point de vue social.

C'est-à-dire : dans nos rapports avec les autres. Et que pour avancer dans la direction de notre utopie il nous faut faire

un effort de conséquence entre nos discours, nos idées et nos actes.(3)

Pour conclure : je ne sais pas si un anarcho-féminisme pourrait nous être d'une quelconque utilité pour établir des rapports libres et égaux entre hommes et femmes, entre tous, de même que je ne sais pas si une organisation spécifique de femmes peut-être plus efficace. Mais de prime abord, il me semble absurde de diviser dans le but de réunir... Regardons

où le corporatisme a conduit le mouvement ouvrier !...

De toute façon, reste le problème de "comment lutter" pour l'égalité (dans la société dans laquelle nous vivons) à partir de notre position idéologique et éthique; car pour que la revendication d'égalité débouche sur un désir généralisé de transformation globale il ne suffit pas de la justifier avec des arguments scientifiques ou autres, sinon qu'il faut arriver à une conscientisation profonde - tant de nous même que de l'ensemble des victimes de l'inégalité - pour que cette lutte soit tout autant la leur que la nôtre. Et pour cela il ne fait aucun doute que nous serons obligés/ées de tenir compte des différentes situations sociales (économiques, culturelles, etc...) dans lesquels se trouvent chacun des groupes sociaux en lutte. De même qu'il nous faudra choisir, dans chacune des circonstances où nous nous trouverons confrontés/ées au problème de l'inégalité, les moyens et les tactiques les plus appropriées...

Comme dans tous les domaines, il nous faudra être pragmatiques tout en étant cohérents/tes avec notre but : pour être vraiment efficaces et en même temps cohérents/tes avec notre engagement égalitaire et libertaire.

Ariane Gransac

Harangue adressée aux femmes par Augustin Garcia Calvo dans la conclusion de son étude: « Qué es el Estado »

Femmes

"A vous, femmes, c'est à vous que cette harangue est destinée : à vous, non en ce que vous êtes femmes et pour autant représentantes de la Femme, idée soumise et complémentaire de celle de l'Homme, qui trouve dans l'Etat sa plus complète organisation, sinon en ce que vous n'êtes pas Homme et que vous n'avez aucune constitution déterminée ; car de ce côté, par votre manque de définition, par votre vie inconnue des Hommes, vous êtes, vous, adéquates pour vous lancer contre les murs et les grilles de définition qui constituent l'Etat.

Démolissez la construction de l'Ordre réel et menteur dans lequel le Père de tous veut nous enfermer à jamais ! Libérez les vagues et les courants de la vie méconnue !, vous libérant d'abord vous-même de l'idée de Femme dans laquelle le Père et le Fils et le Mari et l'Amant vous ont enfermée et définie chacune. Non pour ce que vous êtes, sinon pour ce qu'également vous n'êtes pas, cette harangue s'adresse à vous.

Car, ce que vous êtes ne pourrait servir à rien d'autres qu'à compléter la définition et la domination de l'Etat : nous savons bien et de surcroît vous nous l'avez déjà démontré, que l'on peut faire de vous non seulement des Maîtresses de Maison ou des Assassines ou des Suicidées par Amour, et des Mères qui envoient leurs fils à la Guerre pour la Patrie, qui s'en reviennent ou faits hommes ou morts, Défenseuses de la Foi Catholique, mais aussi si le cas se présente, Ingénieurs et Economistes et Juges et Policiers, et Ministres et autres serviteurs de l'Etat et Chefs, enfin d'Etat. Mais il se peut qu'il y ait en vous quelque chose que vous ne soyez pas, quelque chose qui ne se laisse pas définir, quelque chose de la mer sans fin et des fleurs sans conscience, quelque chose que les hommes, dans leur pédanterie maladroite et leur peur, entendent par féminité, mystère, et c'est au nom de cela que nous ne savons pas comment en appeler à vous contre la domination de l'Etat.

A vous, femmes, nous faisons appel contre l'Etat : car vous ne pouvez oublier, dans votre merveilleuse sagesse qui ne se sait pas, ce dont vous vous souvenez sûrement : que l'Etat s'est fondé contre vous à l'origine des temps : que la peur de cette amour désordonné fut le fondement et le commencement de cet Ordre des Pères et des Patries : que contre votre amour commença l'Histoire des Hommes, et que chaque pas dans le perfectionnement du Système a été fait pour la définition et la mort de votre vie inconnue, jusqu'à l'établissement de l'Etat, où l'assimilation définitive de la Femme à l'Homme menace de s'accomplir. Ne reconnaissez pas l'Histoire, mais continuez à sentir le souvenir vivant de ce fondement ultime de l'Etat, et ne laissez pas l'Oeuvre de la Mort se fermer et se parfaire !

Pour l'amour de ce que nous ne savons pas, libérez-vous de la Femme !  
Libérez-nous de l'Homme ! Libérez-nous de Dieu ! Libérez-nous de l'Etat qui est en sa Maison la plus parfaite !

AUGUSTIN GARCIA CALVO

(1) Vérité qui doit permettre d'affirmer que l'inégalité s'est instaurée à un moment déterminé (mais qui est toujours indéterminer!), naviguant dans un début qui se perd dans le brouillard des temps jusqu'à la "crise"; celle-ci venant de la séparation des tâches par sexes dans les hordes humaines à une des différentes étapes de leur évolution...

(2) Rappelons que le sexe a une connotation plus strictement biologique et le genre plus culturelle et symbolique"

(3) Par exemple, sur le sujet des rapports entre les sexes, pour nous stimuler à résister à l'automatisme de véhiculer des idées reçues dont nous sommes gavés/és, nous pourrions trouver un moyen de mettre ces idées-réflexes en évidence tant dans le discours que dans la pratique. En ce qui concerne le problème de l'égalité des sexes nous pourrions commencer à étudier entre nous et sur nous afin de la démasquer une idée qui régit toutes nos relations : l'idée de l'Amour et la notion de "un homme à soi"...



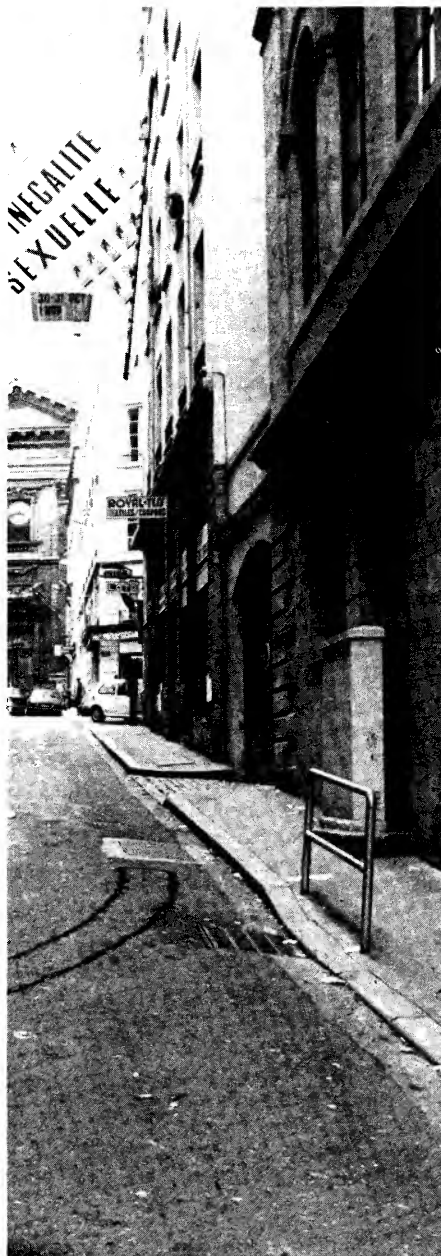
A N A R



Photos: Mimmo et Claude Chevin



CHICA



REFLEXIONS  
SUR L'INEGALITE  
SEXUELLE



LYON  
30-31 OCTOBRE  
1 NOVEMBRE



# Portugal les femmes et leurs conflits

**L**a problématique de l'inégalité sexuelle me paraît être abordée de deux façons différentes : ou l'individu (homme ou femme) par lui (avec sa manière d'être, de vivre, de subvertir) ou le groupe (et ici on peut trouver aussi la société hiérarchiquement organisée). Et si d'un côté personnel je préfère la première, je ne peux donc pas négliger d'analyser la réalité d'un espace physique-temporel qui me touche et dans lequel j'essaie de me mouvoir (bien que difficilement).

Alors, réfléchir sur le féminisme, à ce moment et dans cet espace (le Portugal) est aussi constater l'inexistence d'un mouvement féministe qui ait la force suffisante pour faire trembler les racines de la culture sociale actuelle.

En effet, le changement culturel qui, dans les dernières années a engagé les femmes dans une significative révolution de valeurs, n'est pas assez fort dans ce pays. Et nous pouvons nous demander *pourquoi* cette presque inexistence de mouvement féministe. D'un point de vue encore personnel (mais largement partagé par des femmes et des hommes) on n'a pas encore résolu les problèmes de base pour que cette révolution puisse continuer : la femme portugaise se débat (avant et après le 25 avril) avec des problèmes très graves au niveau de sa propre survivance : chômage, manque d'habitation et de structures, enfants, lois presque archaïques (mais qui s'imposent quand même...) édictées toujours par le sexe opposé.

Jetons un coup d'œil sur l'histoire récente de ce pays et sur ce qui s'est passé avec les femmes.

Pour cela je vais me référer surtout à deux moments apparemment différents : *avant et après le 25 avril 1974*.

*Avant 1974* on trouve une femme absolument enchaînée — l'autorité de l'homme ne pouvait même pas être mise en cause — ils étaient les «*maltras*».

C'est dans ce contexte qu'en 1911, un pamphlet adressé aux femmes encourageait une grève très originale : celle des *ventres* : «*Dans cet océan de sang, d'oppression, de martyr, de violence, votre devoir le plus sacré est celui de ne pas augmenter le nombre de misérables. Déclarez la grève de vos ventres.*»

Il faut penser que jusqu'alors le seul rôle de la femme était celui d'enfanter, qu'elle ne pouvait pas s'y opposer, que même son corps ne lui appartenait pas.

Salazar, le dictateur sans vices ni passions (espèce de mère castratrice) a

toujours marginalisé la femme, qui dans la législation était significativement placée à côté des mineurs en ce qui concernait les conditions de travail.

La femme était «*quelque chose*» pour rester au foyer, à côté ou plutôt, sous la dépendance d'un mari.

Les mères célibataires n'ont jamais eu droit à la moindre assistance. Leur enfant n'était qu'une faute, qu'une honte, aux yeux de la loi et de la société. On n'a jamais pardonné aux femmes (et on leur pardonne encore si mal...) qu'elles aient couché avec un homme par plaisir et non seulement par devoir. Dans la législation du temps de Salazar et de Marcelo Caetano (son fidèle disciple) la discrimination dont la femme était l'objet se masquait sous la protection de la famille : au nom de «*la sauvegarde de la santé, de la moralité et de défense de la famille*» on pouvait écraser la femme. La loi la plaçait dans une situation de totale dépendance à l'égard du mari. Elle n'était qu'une chose à lui.<sup>1</sup>

Jusqu'en 1966, date à laquelle un nouveau Code Civil a remplacé celui de 1897 (!), le travail de la femme hors du foyer n'était pas reconnu. Et c'est pourquoi elle avait besoin d'une autorisation du mari pour disposer de son salaire, pour avoir un compte en banque, pour vendre ses biens.

Jusqu'en 1978, un enfant né d'une femme séparée et de l'homme avec lequel elle vivait était, d'après la loi, fils de son mari, parce qu'elle lui «*appartenait*» (!)... La solution pour le vrai père était d'adopter son propre enfant, qui d'après la loi, n'était pas son fils (Même après 1978 il faut toujours que le «*mari*» vienne déclarer officiellement qu'il n'est pas le père. La parole de la femme ne suffit pas (Code Civil en vigueur)).<sup>2</sup>

Il ne faut pas oublier qu'encore aujourd'hui l'homme a ce qu'on appelle «*le pouvoir paternel*» qui empêche, par exemple, la mère de sortir du pays avec ses enfants mineurs sans l'autorisation écrite, signée et légalisée du père ; jusqu'en 1978 il en était de même pour l'obtention du passeport.<sup>3</sup>

Avant 1975 la femme avait, elle même, besoin de l'autorisation du mari pour passer la frontière.

En ce qui concerne la politique, ce n'est qu'en 1968 (l'année de la mort politique du dictateur Salazar) que l'égalité de la femme vis-à-vis de l'homme est reconnue : elle peut (si elle le veut) voter sans restriction.

Si je parle surtout de la femme non libérée c'est parce que la majorité a sup-

porté cette terrible institution — *le mariage* — à cause d'une éducation absolument caduque, dans une culture aussi répressive et caduque.

Mais, pendant la grande nuit fasciste on ne doit pas oublier d'autres comme *Maria Lamas* (écrivaine), *Carolina Michaelis de Vasconcelos* la première femme portugaise nommée à un poste d'université), *Mme Velho da Costa*, *Mme Isabel Barreno*, *Mme Teresa Horta* (les trois «*Marias*» qui ont écrit un livre polémique sur la condition de la femme) comme exemple de femmes qui se sont quotidiennement opposées au régime.

Mais, et je souligne, la *généralité* acceptait «*sa condition d'infériorité*» comme quelque chose de fataliste (l'éternel destin ≡ *fado*) alors acceptable...

Après le 25 avril on a pu penser que plusieurs choses allaient se modifier dans la vie familiale, sociale, affective et professionnelle de la femme jeune de ce temps (on veut dire par jeune l'âge entre les 20 et les 30 ans). Il y a eu des changements effectifs et, peut être peut on dire même définitifs : ce fut la coupure du cordon ombilical de la famille (soutien de nombreuses misères dans la période fasciste), ce fut l'affirmation du féminin comme humain (et pas seulement comme l'envers du masculin), ce fut l'acceptation de la sexualité féminine. La femme cherche encore son identité dans un monde qu'on veut juste et libre(!...).

La sexualité féminine a été pleinement assumée, mais ceci a amené, plus tard, des problèmes de discrimination par rapport aux femmes.

A ce moment-là (surtout dans les années 1975/76/77) la femme a essayé de mettre en marche une révolution de la vie (*sa vie*, quotidienne. Ce n'est pas par hasard qu'on trouve les femmes engagées avec des mouvements autonomes (même s'ils n'ont pas fonctionné longtemps). C'est aussi la femme qu'on trouve (dans 95 % des cas) proposer le divorce. Mais tout ça était un peu le fruit d'une «*sorte de révolution*» qui n'a pas échappée ni à la société ni au système économique en vigueur : ces deux facteurs l'ont presque écrasée ; mieux, ils l'ont absorbée (dans le mauvais sens bien sûr) avec les syndicats, les partis politiques, etc.

En ce qui concerne l'homme portugais, il n'était pas (il n'est pas encore) préparé à comprendre et accepter la femme comme égale et celle-ci, aussi, révèle souvent (surtout la femme qui a été influencée négativement par les générations précédentes) des comportements assez critiquables vis-à-vis des

autres femmes ; on pourrait même dire que ceux-ci sont aussi négatifs que ceux du machisme.

Il y a un manque de solidarité féminine qui empêche un développement plus fort des idées de changement. Et cela est surtout culturel.

Il est sur que l'homme d'après le 25 avril n'est plus le même ; mais, reconnaît-il l'égalité et la différence comme valeurs fondamentales ? Ou a-t-il appris seulement à *représenter un rôle socialement différent* sans être capable, aux moments cruciaux d'agir autrement que comme sexe dominant ?

A mon avis, les réactions négatives de l'homme sont, en tout cas, égales, qu'il s'agisse d'individus primaires ou intellectuellement développés.

L'homme voudrait emprisonner la femme, mais il connaît le résultat de ce geste : ce n'est plus qu'une illusion. L'insatisfaction continue ; une angoisse pareille à celle qu'expérimentent les exploités.

Je veux répéter que s'il n'y a pas eu un vrai «*mouvement féministe*» dans ce pays c'est à cause d'un très grand retard culturel.

La femme veut être autonome mais elle n'a pas (parce que la société de domination n'y est pas intéressée) les moyens pour le faire ; et s'il y a une douzaine qui arrive à échapper à cette situation, il s'agit de cas absolument ponctuels, dérivés d'une conjoncture économique favorable ou d'une volonté très forte de «*marcher contre la marée*».

Paradoxalement (en dépit de toutes sortes de difficultés et du retard culturel mentionné ci-dessus) le féminisme comme essai de ravage de la culture sexuelle traditionnelle ne me semble pas «*cristallisé*» et, on n'assiste pas à une profonde révolution sociale subite mais à une prise de conscience graduelle du rôle décisif de la femme à tous les niveaux.

Alors, on pose ici une autre question : *est-ce que ce processus est vraiment libérateur pour la femme ?...*

Plusieurs individus (hommes et femmes) qu'au début, on aurait pu qualifier de «*neutres*», défendent l'idée que la femme, à travers son processus d'émancipation augmente son malheur : elle est doublement asservie (au dedans et au dehors de la maison) ; de plus qu'elle a augmenté de cette façon ses conflits existentiels.

En ce qui concerne ce dernier point (qui, dans ma profession m'apparaît souvent) je ne crois pas que les conflits existentiels soient spécifiques à la femme (bien qu'ils se posent beaucoup plus à la femme émancipée). Ce sont des conflits élargis au domaine de l'*humain* (pour lesquels le sexe importe peu), et je pense que c'est là (quand l'inégalité



sexuelle n'intervient pas, surtout d'une façon prépondérante) qu'on arrive à reconnaître le droit à l'égalité et à la différence comme valeurs fondamentales et qu'on peut parler d'une vraie révolution.

Ainsi, la solution du problème de l'inégalité à travers des solutions individuelles ne doit pas être qualifiée de «*réactionnaire*» ; je crois que la révolution totale passe d'abord par la révolution individuelle et la charge subversive qu'elle peut comporter. On ne peut pas faire la révolution si les individus ne comprennent pas leurs rôles ; je souligne qu'elle doit être *totale* mais qu'elle doit commencer aux individus.

Il est important de dire clairement que, personnellement, je ne peux pas ne pas m'identifier à tout ce qui touche à la femme : pas seulement l'inégalité sexuelle mais l'inégalité dans toutes ses manifestations.

Il est assez difficile de vouloir être une femme libre et de vivre passivement dans un monde où tout (ou presque) est dicté par le sexe dominant qui est toujours le masculin. On doit se battre (individuellement et en groupe) pour que le changement culturel-social soit possible et pour que le côté humain soit le plus important. Même sans avoir un mouvement féministe organisé, notre solidarité avec les autres femmes doit être présente, avec une volonté très forte de changement.

Mais le féminisme doit se trouver des tâches différentes de l'auto-exaltation — je suis femme, bon, c'est tout — pour aspirer à la direction d'une révolution intellectuelle et morale

féminine. Je souligne que le changement nécessaire est socio-culturel ; alors, promouvoir une révolution féminine se fondant non seulement sur l'action, mais même sur des contributions théoriques, sur l'œuvre immense de la révolution anarchiste, c'est pour le féminisme indispensable (et l'anarchie sans féminisme me semble très difficile!...).

~~~~~  
L'inégalité sexuelle dans la perspective freudienne.  
~~~~~

*« Il y a des individus qu'on aime, à cause du fait qu'ils sont semblables mais à cause de leurs différences si spécifiques et si diverses. »*

«*Novas Barbaras*», Mme R. Louro e M. Serras Pereira, Lisboa, 1978

Dans la préface à l'édition portugaise du livre de Virginia Woolf («*A room of one's own*»), l'écrivaine portugaise Maria Isabel Barreno nous parle de ce qu'il y a de positif dans le féminin, dans le féminisme ; elle dit que «*... quand plus il y a de différences, meilleur c'est, que s'il y a quelque chose à regretter ce n'est*





*pas que les sexes soient différents mais qu'ils soient seulement deux»...*

Il faut penser aussi à l'élaboration technique du couple masculin-féminin (qui n'est pas né avec Freud mais qui a reçu de lui sa formulation — soit disant moderne).

Freud, qui a légitimé idéologiquement et fréquemment la dichotomie des sexes (ou homme ou femme ; ou masculin ou féminin) a été, aussi, celui qui nous a (r)enseigné qu'on n'est pas (personne ne l'est) masculin ou féminin ; mais qu'on devient homme ou femme seulement à la fin (une fin qui est pensée comme «normale» et rarement «bien obtenu») d'une histoire accidentée, travailleuse et fatigante, qui peut avoir, et qui a en effet quelques fois, d'autres issues et aventures. Les sexes, alors, loin d'être nécessairement deux et dichotomiques, pourraient être aussi nombreux que les individus ; ou, si on préfère cette formulation, n'être pas uniques pour chaque personne, pour chaque individu considéré. (Voir «Trois

*essais sur la théorie de la sexualité» de S. Freud).*

Quand Freud a opté (idéologiquement) pour la dichotomie à laquelle il est fait référence ci-dessus, il a méprisé non seulement les possibilités positives données par la découverte de l'indétermination fondamentale du sexe de chaque être humain, mais il a perdu aussi la capacité de voir ce qui a été et ce qui est, autrement que sous une forme déformée que nous pouvons qualifier de sexo-centriste.

Freud a toujours divisé historiquement les sexes en : dominant et dominé, comme s'il s'agissait d'une fatalité.

Pour lui, le début de ce qu'on appelle la «civilisation» est une révolte qui, d'après ce qu'il décrit n'aboutit pas au niveau de la libération désirée.

En effet, Freud peut être considéré comme anti-féministe.

MARIA MAGOS JORGE

1 : «*Le non sens de la société de consommation a porté la vieille expression «voir les choses en face» à son aboutissement logique : ne voir en face de soi que des choses.»*

R. Vaneigem

2 : «*Portugal — les femmes et le fascisme hier et aujourd'hui.*

T. Rita Lopes - Séminaire Paris VIII-Vincennes

3 : Décret loi du 25 novembre 1977, mis en vigueur le Premier janvier 1978.

#### BIBLIOGRAPHIE.

— «*Les femmes et leurs maîtres*». Maria A. Macciocchi (Christian Bourgeois Éditeurs, Paris, 1978).

— «*L'invenzione della donna, mitti e tecniche di uno sfruttamento*», Maria R. Cutrufelli (G. Mazzotta Editore, SPA - Milano), édité en portugais par A. Regra do Jogo, Lisboa, 1980.

— «*Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*», R. Vaneigem (Gallimard, Paris, 1975), édité en portugais par Afrontamento-Porto, 1975.

— «*Escritos Postumos*», P.P. Pasolini (Editora Centelha, Lisboa, 1978).

— «*Novas Barbaras*», Mme Regino Louro e M. Serras Pereira, Lisboa, 1979.



# Gorby au goût bulgare

**«Glasnost», "perestroïka" on n'a pratiquement jamais accordé dans les médias capitalistes autant de place et d'intérêt aux Bolcheviks. Au milieu de l'avalanche d'informations et de louanges (de Sakharov à Radio Munich financée par la CIA pour émettre dans les langues est-européennes), on remarque à peine que les prisonniers du SMOT (le syndicat libre d'URSS) sont toujours emprisonnés.**

Heureusement le dernier numéro d'IZTOK -remarquable- (1) est là. Mais comment comprendre ce qui se passe ? Deux hypothèses peuvent nous orienter. La première est que la destalinisation ayant entraîné de nombreux troubles (Berlin-Est 1953, Hongrie et Pologne en 1956), il était normal que la politique de Khrouchtchev soit mise en renard. Mais on oublie trop en Occident que des critiques ponctuelles (dénonciations de scandales, de pots de vin) sont officiellement courantes, en partie comme soupapes d'échappement pour le mécontentement, et aussi en partie pour maintenir l'émulation entre les privilégiés des hautes sphères du Parti. Comme depuis le cas tchèque de 1968, il n'y a pas vraiment un panorama tranquille, mais plutôt une aggravation (avec la Pologne depuis 1980), je pense que la politique plus ouverte de Gorbatchev vise à désamorcer les tensions et intégrer certains dissidents. Autrement dit, il s'agit d'étouffer le feu, alors que Khrouchtchev l'avait provoqué. Deuxième hypothèse, l'accumulation des critiques ponctuelles liée à l'impossibilité d'offrir une consommation -même moyenne- à l'ensemble des habitants, oblige à trouver une explication englobant toute la population. De plus, l'exemple yougoslave est là pour démontrer que l'Appareil peut se permettre des candidatures multiples, voire de sans Partis, sans que le PC perde quoi que ce soit de son pouvoir.

Après ces considérations très générales, prenons un cas précis : la Bulgarie. Les émigrés fournissent des informations relativement à jour (2), ou bien une interprétation globale juste, avec des erreurs sur le niveau de vie, et une conclusion désespérée (3). Une

autre attitude consiste à reprendre l'histoire de pays depuis ses origines pour démontrer le ramassis de stupidités chauvinistes et mégalomanes entretenus soigneusement par les historiens tzaristes et marxistes léninistes. Et Guéorgui Konstantinov se lance dans cette entreprise avec une ironie iconoclaste, que l'on ne trouve que chez les libertaires et les surréalistes (4). Enfin "La Nouvelle Alternative" signale les rares cas de dissidents (5), du reste à peu près inconnus dans le pays.

On peut se demander quel effet a la Glasnost ? A part des cas assez nombreux, dont certains ont déjà été signalés dans "IRL" (6), on trouve une grande liberté de ton. Ainsi, en mai 87, on reconnaît la justesse de l'information de "Der Spiegel" de l'Allemagne de l'Ouest et de la station "Europe Libre" (de la CIA) sur un accident dans la centrale nucléaire (de type soviétique) de Kozlodouill (7). On parle même de grèves, comme à Mezdra, et c'est le président des syndicats qui indique le fait, en ajoutant : "On ne doit pas s'étonner de telles réactions de la part des travailleurs, lorsqu'ils défendent leurs intérêts, quand les principes sont brutalement violés par certains dirigeants" (8). Ce ton, cependant, n'entraîne aucun approfondissement sur les grèves à l'Est, par exemples, et la situation de Solidarnosc. Dans la même page, que nous citons, le secrétaire du comité central du PC bulgare déclare : "On nous appelle pays satellite des Etats-Unis en Amérique Latine, de la France ou du Portugal, qui ait fait, en seulement quatre décennies, de sa métropole un marché immense pour ses propres produits des constructions mécaniques, ou qui ait fait de cette même métropole son fournisseur de matières premières. "Il faut remarquer que les usines bulgares en questions sont d'origines soviétiques et que leur camelote est inférieure en qualité aux produits similaires des autres pays du bloc de l'Est (9). Donc, ces usines ne peuvent que vendre à l'URSS, au prix imposé par l'URSS. Quant au deuxième argument, on sait que tout satellite doit se fournir auprès de la métropole, et il faut être idiot pour en être fier !

En attendant d'autres témoignages, en voici un communiqué par "Mujeres Libres" (10). Il s'agit d'un interview d'une Bulgare de passage à Madrid, entre la Havane et Sofia.

**-Comment caractériser la situation de la femme bulgare dans la société communiste ?**

Il faut d'abord tracer le cadre sociologique. Dans les années 50-60, il y eut un changement radical, et sans doute définitif. Auparavant, on notait les traits d'une société paysanne méditerranéenne : - domination machiste, avec la femme mère, la jeune-fille vierge, et celle qui n'est ni l'une ni l'autre, prostituée; - la femme a le culte de la famille, et est économe et travailleuse.

A cause de l'exil rural et d'une industrialisation accélérée, et simultanément de l'obligation de travailler 8 heures par jour (soit dans les usines, soit dans les coopératives agricoles, également obligatoires), tous les adultes sont des travailleurs. Le résultat est qu'aujourd'hui, en laissant de côté la situation générale de la double vérité et de la double conduite (celle qu'impose le Parti dans la vie publique et celle que l'on croit vraie dans la vie privée), la femme est encore plus victime du machisme, que dans la situation inférieure. La famille traditionnelle permettait d'avoir de l'aide dans les tâches "féminines": ménage, sans compter la mère, la belle-mère et la grand-mère. Maintenant, avec la famille nucléaire (le couple et un ou deux enfants, si l'argent économisé le permet), et les 8 heures obligatoires, la femme est seule pour le ménage, la cuisine, les achats et l'éducation. Apparemment, nous jouissons de grandes facilités légales pour avoir des enfants : trois ans de garantie de maintien de l'emploi, avec un an de salaire en restant à la maison, et la possibilité de rester encore deux ans. Mais peu de famille peuvent vivre avec un seul salaire mensuel.

De toutes façon, le pourcentage des divorces est un des plus élevés au monde, et ce n'est pas étonnant. La corruption généralisée pour aucun emploi nouveau et aucun avancement de femme sans qu'elle n'aille dans le lit du chef du personnel, ou du directeur, ou du

responsable syndical, du représentant des Jeunesses Communistes, du Parti, sans oublier le plus dangereux : le responsable de la police secrète (qui paradoxalement, se fait connaître, sans doute pour s'imposer davantage), font que peu de femmes supportent la vie matrimoniale. En effet, le cynisme et les intérêts financiers s'interfèrent trop. Il y a chaque fois plus de femmes qui négligent leurs enfants, sans compter l'alcoolisme et la drogue, dont l'usage prend des proportions importantes.

Dernier détail pour finir, encore que la Bulgare soit passée en une génération de l'âge de la virginité à la liberté sexuelle, elle continue à connaître la vie traditionnelle quant aux méthodes contraceptives, l'hygiène intime, les couches pour bébés, la lessive, les achats. Même le trousseau persiste, et comme les jeunes-filles ne brodent plus, elles doivent acheter des broderies traditionnelles (faites en usines) à des prix très élevés.

### **-On'en est-il du féminisme, des manifestations d'opposition, comme en URSS et en Pologne ?**

Dans mon cas personnel -qui est celui de la majorité-, je sais peu de choses, et ce que j'apprends vient presque toujours de la presse officielle, lorsqu'elle s'oppose aux rumeurs attribuées à la propagande occidentale. Dans certains cas, des membres de ma famille ou des connaissances me disent ce qu'ils savent parce qu'ils ont voyagé à l'étranger. Il faut reconnaître que les formes d'opposition polonaise, soviétique, tchèque, etc..., sont non seulement inconnues en Bulgarie, mais impossibles. Nous ne disposons pas dans le pays d'une couverture journalistique occidentale qui permette (en exagérant) à tout intellectuel dissident de s'exprimer ou de transmettre des informations au monde entier. Nous restons au niveau de Baille Ganiou, c'est-à-dire le symbole du Bulgare bête et maladroit. Nous avons eu, néanmoins, des révolutionnaires fameux, pas du tout anti-marxistes, incorruptibles (ce qui est déjà anti-marxiste), totalement dévoués au peuple, comme Levski, Botev, etc..., contre l'impérialisme turc.

De nos jours, l'impérialisme russe est beaucoup plus puissant, parce qu'il maintient grâce à l'aide du capitalisme occidental (il suffit de voir la technologie employée à l'Est, et en particulier dans mon pays). Et comme si cela ne suffisait pas, en Bulgarie, nous vivons dans un

climat de pression-oppression de type Chicago des années trente. N'importe quel flic (et les différentes sortes de policier pullulent : Intérieur, Sécurité, mouchards du Parti, du Comité Central, de l'Intérieur, de la Sécurité) a le droit de t'écraser.

Un exemple : pendant un hiver à la fin des années soixante dix dans un quartier ouvrier de la capitale (nous sommes tous ouvriers, mais les uns travaillent en usines et d'autres dans les bureaux luxueux du Parti), un automobiliste demande l'aide d'un passant pour pousser sa voiture qui ne démarre pas, par un : "Hé toi, viens ici et pousse !". L'autre refuse, le premier insiste, l'autre s'en va en lachant un juron. Alors le conducteur sort son pistolet et le tue. Comme c'était un policier en civil, la "justice" considéra que devant l'insulte, il avait bien fait de tuer.

Autrement dit, l'opposition se réduit au néant. On connaît toujours un tel ou un tel qui sont sortis de prison ou de camp de concentration, mais il me semble qu'on les maintient en vie, pour servir de leçons aux autres. En outre, il est typique que dans presque toutes les familles "marquées" que je connais, les jeunes se sont mariés avec des enfants de communistes. Pourquoi ? Il faut savoir que si on a un oncle, un grand-père émigré, ou qui a été en prison dans les années 40 ou 50, toute la famille -depuis lors jusqu'à aujourd'hui- subit la répression, la méfiance dans les détails les plus infimes de la vie : -avoir un appartement, faire des études et trouver du travail. Un jeune veut entrer dans une école supérieure d'électricité parce que c'est un passionné de cette spécialité. Il est collé au concours, lorsqu'il demande ses notes, elles sont excellentes, mais il y a l'oncle émigré ... et c'est fini.

Nombreuses sont les raisons de manifester comme en Pologne et partout, mais nous savons que nos "travailleurs de la police" tirent pour un rien. Personnellement, je n'ai jamais vu de document clandestin. Et je crois que cela n'arrivera jamais. Mais si cela était, ma réaction serait de les brûler aussitôt.

La conséquence de la pression-oppression que nous subissons est le désir d'émigrer. Illégalement, c'est pratiquement impossible. Il reste les voies légales : le tourisme ou les échanges commerciaux. De toute façon, le système de contrôle est identique. Lorsqu'on donne le passeport, "ils" ont toujours une garantie. C'est-à-dire un

otage, le fils, la mère, en plus des conséquences prévisibles sur la famille si on ose émigrer. C'est pourquoi c'est les plus cyniques qui partent (actuellement, pour avant je ne sais pas). Il y a des cas où un couple peut sortir avec ses enfants déjà grands, et ils ne reviennent pas. Je crois que c'est parce que la police avait senti qu'ils émigraient, et les flics se sont répartis les biens au nom de la répression.

On raconte des histoires sur un plombier, un cuisinier qui ont émigré il y a deux ou trois ans aux USA et qui ont déjà leur maison, leur voiture, etc... J'en doute et je m'en sens incapable. Rien que pour le passeport, il faut quelques seize documents : autorisation du Front Patriotique (officiellement le PC n'est pas au pouvoir, mais même les enfants de cinq ans ne le croient pas) du quartier, autorisation de l'entreprise, autorisation syndicale, certificat d'absence de dettes pour le gaz, l'électricité, la banque intérieure, la banque extérieure, etc... Ensuite il y a une entrevue avec un responsable de la Sécurité d'Etat (dont les initiales -DC en bulgare- suffisent pour inquiéter les gens.) Si tout marche bien, il y a le visa de sortie, et ensuite, au moment de partir, la douane (qui refoule parfois sans explications). (II) Chaque démarche énerve et déclenche la jalousie des autres. Si c'est un voyage touristique, il coûte l'équivalent de plusieurs mois de salaire (pour la Turquie, la Grèce) ou presque un an (pour la RFA, la France, etc...).

### **-Comment ont réagi les Bulgares à l'accident de Tchernobyl ?**

Je n'étais pas là, mais j'ai les réactions de nombreuses personnes sûres. Il continue à y avoir des séquelles parce qu'il a plu juste lorsque le nuage radioactif est passé sur le pays, le 26-27 avril 1986. Et pour la fête du 1er mai, les gens se sont empiffrés de viande, légumes et fruits. Il faut savoir que normalement on trouve peu de nourriture, et ensuite il y a peu de fêtes : 1er janvier, 1er mai, 9 septembre la fête nationale, 6 novembre la révolution du Grand-Frère. Donc, les gens ont consommé tout ce qui avait été pollué : salades, viandes d'animaux qui avaient brouté, fruits, et nous sommes dix millions d'habitants. Les jours suivants, la presse a jeté des boulets rouges contre les mensonges occidentaux sur un prétendu accident nucléaire en URSS. Lorsque Gorbatchev a craché la vérité, les journalistes bulgares a fait un virage à 180 degrés et



ont traduit les articles soviétiques, sans rien dire sur le pays, sauf qu'il n'y avait pas de problèmes. Il n'y a eu aucune mesure particulière. A Plovdiv, et sa région, on a distribué du lait dans les écoles maternelles, avec comme justification, des denrées à liquider. Au contraire des pays de l'Est, on n'a pas donné de conseils pour limiter la pollution.

Il faut signaler au passage, en le dénonçant, le sous-développement de la santé, reconnu par tous, y compris les communistes. Les médicaments sont peu efficaces et manquent. On ne trouve des médicaments occidentaux que dans deux endroits dans le pays, mais il faut les acheter en devises, et 80-90% de la population en manque, y compris le droit d'en avoir. La médecine est gratuite, comme les hospitalisations et les opérations, et les résultats sont également gratuits. Les rares médecins capables sont assiégés de malades, mais on leur interdit d'exercer en dehors de leurs heures de travail. Evidemment, ils font des ordonnances, mais en échange de dons. Les guérisseurs font aussi leur beurre. C'est dans le domaine de la santé que l'on voit mieux l'absurdité de conditionner le savoir technique à la valeur politique, au piston.

### -La stratégie de la transparence de Gorbatchev a-t-elle des effets en Bulgarie ?

Bien-sûr, mais il ne faut pas en exagérer la portée. Cela fait plus de dix ans que la presse, la radio, et la TV dénoncent des cas d'abus et de

corruption, sans que la pourriture quotidienne ait changé d'un iota. Ce qui est pire, pour moi, c'est la perte de temps, inimaginable à l'Ouest, dans les queues pour acheter des produits qui semblent alterner dans la pénurie. Quand ce n'est pas l'eau de javel, c'est le papier hygiénique, et vice versa; et s'il y a du fromage de bonne qualité, la viande est mauvaise, etc... Quand au reste, nous sommes mieux organisés : si on veut des boutons de telle ou telle couleur pour une robe, on achète les six ou sept couleurs qu'il y a dans les boutiques quelques mois avant d'avoir assez d'argent pour le tissu. Puis, on fait le tour des amies, des collègues et des cousines, pour échanger les boutons jusqu'à ce qu'on ait trouvé ceux de la couleur du tissu. C'est pourquoi, et pas seulement moi, lorsque je suis dans un supermarché occidental, j'ai envie de pleurer et je me demande pourquoi je vis.

### Informations recueillies et traduites par MERAKLIA

1) Iztok "Dossier Chine", Slovénie alternative, etc... Bibliographie commentée, bien meilleure que dans "La Nouvelle Alternative", n°14 septembre 87, 24F.

Iztok BP 70 75563 Paris cedex 1612

2) Iztok, numéros en bulgare

3) "La dictadura comunista en Bulgaria (42 anos)" G. Balkanski, "Tierra y Libertad" Mexico, n°459, mai 87

4) Le volume 1 est de 1986, 320 pages, et il aborde les années 681-684, le titre est en bulgare "Anti-histoire des bulgares-slaves ou plutôt traditions, fondements moraux, idolâtres et idéaux des dirigeants et apprentis-dirigeants bulgares (essai d'interprétation nihiliste de l'histoire bulgare)". et ouvrage est édité par l'Académie Bulgare des Non-Sciences.

5) N°6 juin 87 et n°7 septembre 87

6) Corruption dans le monde du football n°67, la jeunesse et la contestation n°61

7) "Les Nouvelles de Sofia" 27-5-87, p1

8) Idem 12-8-87-.p,5

9) D'autres produits industriels sont meilleurs : les chariots élévateurs, les machines agricoles souvent copiées sans autorisation sur Renault et Fiat (donc invendables à l'Ouest), et bien entendu les produits des usines que les multinationales occidentales montent pour utiliser la main d'oeuvre à bon marché et peu revendicative (avec la bénédiction de l'Etat marxiste qui empêche les royalties), comme pour les essieux pour autocars suédois, pièces pour téléviseurs hollandais...

10) "Mujeres Libres" Almagro, 28, piso 2, despacho 5 Madrid

11) Voir Guéorgui Markov "L'odyssée d'un passeport" édité par Acratie; unique témoignage en français de récit littéraire dissident, et que "Le Monde" a parfaitement oublié dans son "tour du monde" à l'occasion du salon du Livre 87 (note de Meraklia)

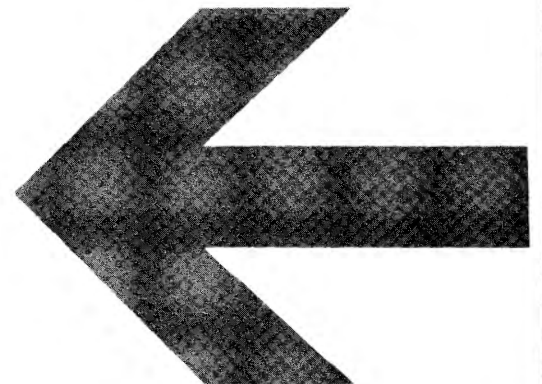
# ABONNEZ VOUS

NOM: .....  
 PRENOM: .....  
 ADRESSE: .....  
 CODE POSTAL: .....  
 VILLE: .....

- Abonnement 5 numéros (1 an): ..... 90 Francs
- Abonnement 10 numéros (2 ans): ..... 170 Francs
- Abonnement de soutien (2 ans): ..... 300 Francs
- Abonnement militant (5 exemplaires pendant 1 an): ..... 350 Francs
- Souscription: .....

(Ajouter 10 francs pour abonnement étranger 1 an : 20 francs 2 ans)

Libeller les chèques à l'ordre de IRL CCP 4 150 95 N LYON  
 IRL - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon  
 permanences téléphoniques le jeudi après 20 h 30 au 78 29 28 26.



## Comment s'organiser ?

**L**a nouvelle étude d'Alexandre Skirda \* est une contribution indispensable, car elle condense sur la question organisationnelle l'histoire des idées anarchistes en posant le problème des échecs successifs des libertaires, dus aux circonstances ou bien à l'incapacité de la doctrine. Visiblement Skirda penche pour la première hypothèse, tout en déplorant l'absence de liaisons plus étroites entre les tendances.

A travers l'histoire des mouvements français, espagnols et russes, Skirda montre les déviations causées à la fois par l'individualisme et les attentats (quand ils sont séparés d'un mouvement social). La partie la plus intéressante est celle des documents (un bon tiers du livre) principalement consacrés à la plateforme d'Archinov, et aux discussions et aux réponses d'Archinov. La plupart sont des inédits, traduits du russe. On trouve aussi une évocation de la période de la FCL et de mai 68, ainsi que de la période actuelle.

Certes, il n'existe pas de recette infaillible si les participants sont de mauvaise foi. Et Skirda le sait bien, quand il cite Bakounine : "Le contrôle fraternel et continu de chacun par tous". Et poursuivant dans sa conclusion, "Les structures pratiques de fonctionnement constituent un moindre mal pour la médiation entre individus; leur initiative ne peut en aucun cas être bridée par l'acceptation des règles du jeu organisationnel : vote, délégation, mandats précis et impératifs. Un bon esprit et une volonté fraternelle d'entente doivent prélever aux rapports internes."

Le problème que l'on peut poser est celui de la virulence de certains antagonismes, comme celui entre Voline et Makhno (p.173, 174), pendant la guerre d'Espagne entre partisans et adversaires de la militarisation, puis la crise des deux CNT en exil, celle de la FCL, etc... Il faudrait sans doute revenir à une vision plus bakouninienne et pratique des rapports militants, en reconnaissant et critiquant les positions erronées sans généraliser sur une prétendue trahison à l'ensemble des idées. Pour prendre des exemples pratiques : Fontenis revendique la justesse de son passé FCL, "L'Homme Libre" défend Paul Rassinnier (en passant sous silence qu'il fut expulsé de la F.A. pour sa collusion avec des ex (peu ex) nazis). Il est évident que sur ces points, je ne peux que dénoncer des déviations respectivement pro-bolchéviques et pro-hitlériennes. Pour le reste, il semble que l'un comme l'autre essaie de propager des idées libertaires et peuvent servir dans certaines campagnes (opposition à l'armée, grèves, etc...). Ils sont finalement plus proches des libertaires que Maximilien Rubel que sous couvert de présenter Marx comme plus anarchiste que Bakounine, fait une description parfaitement négative de ce dernier dans "Dictionnaire des oeuvres politiques" sous la direction de Chatelet-Duhamel-Dim. (PUF, 1986), en reprenant les attaques de Marx contre "Etatisme et Anarchie".

L'organisation peut-elle fournir le bon sens dont certaines personnes semblent dépourvues? La pratique le démontre rarement. Par contre l'isolement par rapport à ceux qui vont sur la même

voie est un exemple de sectarisme. Le mouvement français, vingt ans après mai 68, a-t-il mûri, veut-il mûrir ? Le livre de Skirda est un bon élément pour aller de l'avant.

FRANK MINTZ

\*Skirda Alexandre "Autonomie et force collective" (Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours) édité par l'auteur, 1987, 375p., 100F (en vente à la Gryphe et à Publico)

## La lutte anticoloniale

**L**e nouveau livre de Benjamin Stora vient heureusement remettre à jour un aspect un peu oublié du combat des minorités révolutionnaires des années 30 : la lutte anticolonialiste. L'ouvrage rassemble trois articles parus précédemment dans des revues universitaires, qui donnent les grandes lignes de la question.

Le premier, "l'Etoile Nord-Africaine et le Front populaire" présente le mouvement nationaliste algérien et les rapports qu'il entretient avec la gauche française depuis l'adhésion de l'ENA au Rassemblement populaire en juillet 1935 jusqu'à la dissolution du mouvement de Messali Hadj par le gouvernement Blum le 27 janvier 1937.

Ensuite, "la gauche socialiste, révolutionnaire et la question du Maghreb" décrit sommairement les positions adoptées par les organisations du mouvement révolutionnaire français, c'est-à-dire les anarchistes, les socialistes de gauche, les syndicalistes révolutionnaires et les trotskystes. La distance considérable existant entre ces

groupes et les grandes organisations de la gauche traditionnelle (SFIO et PCF) est opportunément rapplée par B.Stora.

En effet si l'anticolonialisme fait partie intégrante de la culture politique de ces minorités, tel n'est pas le cas pour la social-démocratie et le stalinisme. La SFIO a toujours soutenu une politique d'assimilation généreuse et humaniste dans ses motions de congrès : tandis qu'une fois au pouvoir, elle adoptait une politique répressive et pro-colonialiste. Ainsi par exemple, le 2 janvier 1956, le tandem Guy Mollet - Mendès France remportait les élections législatives avec 55,8% de voix de "gauche" sur un programme de paix en Algérie. Le 12 mars Guy Mollet obtenait les "pouvoirs spéciaux pour rétablir l'ordre en Algérie" avec l'appoint des députés communistes à l'Assemblée, et rappelait le contingent. A la fin de la même année 500 000 soldats français quadrillaient le territoire algérien.

François Mauriac écrira dans son bloc-notes de l'Express (5 avril) un com-

mentaire dont la validité historique n'est plus à démontrer : "Qu'est qu'un ministre socialiste ? Aujourd'hui nous le savons; c'est un ministre qui exécute les sales besognes que le pays ne tolérerai pas d'un ministre de droite" \*.

De son côté, le PCF allait passer des positions anti-colonialistes des premiers congrès de l'Internationale Communiste au soutien à un nationalisme réformiste de plus en plus édulcoré. De toute manière, les variations soudaines et brutales de sa politique s'expliquaient toujours par son soutien inconditionnel à la politique à la politique extérieure de l'URSS. La déclaration de Ben Ali Boukhort, secrétaire du PCA devant le comité central du PCF le 23 juillet 1937, donne une faible idée de ce que pouvaient être les méfaits de la politique stalinienne : "Qu'est ce que le PPA? C'est l'ex-Etoile Nord-Africaine transformée en parti. C'est un parti soi-disant nationaliste. C'est un parti dont la politique et l'action vont de pair avec celle du PPF de Doriot dont il est le prolongement" (p21).

En 1945, après la répression brutale qui suivit la révolte du Constantininois, Léon Feix écrivait dans l'Humanité (le 12 mai 1945) : "Il est assez significatif que les instruments criminels de la grosse colonisation dont le MTLD et le PPA et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et qui, maintenant réclame l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs de troubles".(Guérin p.65)

L'ennemi de classe était, en ces temps, particulièrement fourbe et sournois et il importait au vaillant parti de la classe ouvrière de dénoncer l'immonde camouflage der-

rière lequel se dissimulaient les hitléro-trotskyistes ou les doriotto-messalistes. En ce qui concerne la finesse de l'argumentation, le parti du bulldozer de Vitry a des archives inépuisables.

Le dernier texte examine enfin le projet avorté du gouvernement Blum pour l'Algérie ("les nationalistes algériens et le projet Blum-Violette"). Son originalité est d'indiquer que l'opposition à cette timide politique réformiste vint également des nationalistes, qui y voyaient une manoeuvre habile pour créer une "élite indigène" dont les droits auraient été supérieurs à ceux de leurs compatriotes.

Concernant plus spécialement le rôle des anarchistes, le livre nous apprend que "chronologiquement la Fédération anarchiste de la région parisienne fut la première organisation politique française à s'intéresser aux travailleurs nord-africains et à mettre sur pied un comité d'action pour la défense des indigènes, et cela dès 1923.

Les libertaires condamnèrent énergiquement le Centenaire de la Conquête de l'Algérie en 1930 et affirmèrent des positions nettement hostiles au colonialisme. Le groupe libertaire de Marseille mena une campagne sur "le sort de la colonie de l'Afrique du Nord", mais se heurta à l'indifférence à peu près généralisée" (p55).

Cependant B.Stora écrit un peu plus loin : "Anarchistes et anarcho-syndicalistes (...) se singularisaient par un manque de souci des situations concrètes, une méfiance à l'égard des aptitudes créatrices des peuples indigènes, une sous-estimation complète de certains facteurs comme le poids de la religion, par exemple."(p.82)

Si le mépris d'une réalité, qui a bien souvent le grave défaut de n'être pas suffisamment anarchiste, est la tare

congénitale de l'anarchisme doctrinaire -ce en quoi la remarque de Stora nous semble tout à fait exact- la critique de la religion doit être menée à bien, y compris dans les pays musulmans. Là plus qu'ailleurs, la religion joue un rôle politico-social considérable et il ne faudrait pas oublier que "la critique de la religion est la condition première de toute critique". Bien entendu ce type de critique n'a pas grand chose à voir avec l'anticléricalisme de ceux qui confondent le petit père Combes et Bakounine.

Le rôle des syndicalistes révolutionnaires de la Révolution Prolétarienne, dans le combat des libertaires contre le colonialisme est bien souligné dans le livre, en particulier au travers de militants comme Robert Louzon, Jean-Pierre Finidori et Jacques Péra : "sous l'impulsion de ces trois hommes principalement, on trouve dans la révolution Prolétarienne au moment du Front populaire une foule de précisions sur le déroulement des mouvements sociaux et politiques au Maghreb".(p58)

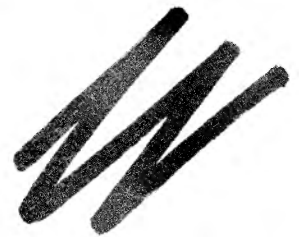
Il est regrettable, mais compréhensible, dans un cadre étroit de constater l'absence de deux journaux libertaires qui auraient pu compléter utilement cette présentation. En effet Terre Libre, le journal de la Fédération Anarchiste de langue française, publia régulièrement des articles de Saïl Mohamed sur la situation au Maghreb et SIA l'organe de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Ce dernier mena en 1938-1939, dans un contexte difficile de démoralisation des militants révolutionnaires devant la défaite du prolétariat espagnol et l'inévitabilité de la marche à la guerre d'une part, de la répression gouvernementale d'autre part, de courageuses campagnes d'information et de solidarité

avec les militants nationalistes du Maghreb et d'Indochine.

Il reste à espérer que B.Stora, auteur d'une biographie de Messali Hadj et d'un "Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens" nous donnera bientôt une étude complète des rapports entre militants algériens et révolutionnaires français dans les années 30.

C.J.



*Benjamin Stora: Nationalistes algériens et Révolutionnaires français au temps du Front Populaire, Editions L'Harmattan, Collection Histories et perspectives méditerranéennes, 1987, 140 p.*

\* Daniel Guérin : *Ci-git le colonialisme*. Mouton. 1973. p 66.

*Cet ouvrage contient un long texte en forme de témoignage sur quatre décennies de combats anti-colonialistes. Il est suivi d'un choix d'articles écrits de 1930 à 1972 sur l'Algérie, l'Inde, l'Indochine, Madagascar, le Maroc, la Palestine, la Polynésie et la Tunisie.*

*Parmi les articles de cette époque facilement accessibles il faut lire également le chapitre "Colonie" dans les Ecrits historiques et politiques de Simone Weil (Gallimard), notamment "le sang coule en Tunisie" (1937)*

Université de Saint-Etienne

## ANARCHO-SYNDICALISME ET COMMUNISME Saint-Etienne 1920-1925

Daniel COLSON

Préface de Pierre ANSART



Centre d'Etudes Foréziennes  
Atelier de Création Libertaire

Daniel Colson a publié sa thèse sur le mouvement ouvrier à Saint-Etienne en 1920-25 (1), qui soulève bon nombre de problèmes.

Le premier est de mettre en doute la portée de la Charte d'Amiens "trois pages rapidement écrites dans une salle de café" (p.26) alors que le syndicalisme révolutionnaire commence à décliner (p.32). (2) On peut ajouter que l'anarcho-syndicalisme espagnol ne fait pratiquement que peu, fort peu, de

référence à la Charte d'Amiens, vu son caractère ouvertement anarchiste.

Ensuite, Colson montre la composition idéologique du mouvement ouvrier : "Anarchisme, messianisme ou pratique municipaliste à la remorque des radicaux socialistes s'enracinent et se combinent dans le même espace ouvrier." (p.55) Un auteur cité va même jusqu'à dire que les travailleurs qui applaudissent Louise Michel votent socialiste, chassent les

briseurs de grève, tout en demandant des lois sociales (p.56).

Colson, enfin, détruit l'argumentation de ses collègues historiens expliquant l'apparition du PC dans le syndicalisme, comme liée au développement de la métallurgie ou comme une nouvelle prise de conscience après la 1ère guerre mondiale. En fait, à Saint-Etienne le syndicalisme révolutionnaire apparaît en gros en même temps que le communisme, avec des leaders libertaires. De plus, socialement, anarcho-syndicalistes et communistes se trouvent dans les mêmes corps de métier. On observe en Espagne, dans les années trente, le même phénomène de simultanéité, de présence de syndicalisme socialiste et anarchiste dans les mêmes groupes sociaux.

Si ni la différence de classes, ni celle d'époque, ne séparent les communistes des anarcho-syndicalistes, il ne reste que les tactiques proposées. A cela s'ajoute, le manque de réflexion. Comme le notait un indicateur de police : "les délégués ne puisent leur documentation que dans les seuls journaux locaux et ils sont à la merci des militants du jour quels que soient les partis politiques qu'ils représentent." (p.152). Les camarades anarcho-syndicalistes ont tour à tour militer pour rallier les travailleurs dans la CGT, puis hors du syndicat dans des comités de défense syndicaliste, tout en continuant à s'agiter dans la CGT, et enfin se replier sur la Bourse du Travail. En fait, il s'agit de militants hétérogènes, en partie anarcho-syndicalistes, en partie syndicalistes révolutionnaires (c'est-à-dire syndicalistes et socialistes), qui ne se regroupent vraiment que pour briguer des voix dans les congrès syndicaux contre les communistes. C'est là le premier défaut, le second est de se "référer à un discours manifestement incapable de tenir le rôle que l'on exige de lui." (p203) (3).

Il faudrait ajouter la volonté du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme français de mépriser les travailleurs en tant que tels, comme Pouget privilégiant l'action minoritaire des révolutionnaires contre la masse des "tardigrades", des "inconscients" (4). En ne construisant que sur le sable des magouilles de congrès, le syndicalisme révolutionnaire français ne pouvait aboutir qu'à être débordé par

des tendances plus manipulatrices, celles des réformistes, puis des communistes. Paradoxalement, en prenant les mêmes éléments d'action directe et d'organisation directe des travailleurs, les anarcho-syndicalistes espagnols construisent réellement. Ils bénéficiaient aussi d'une pratique et d'expérience : "Un programme, un manifeste, une manifestation, les conclusions d'un meeting, un vote, une émeute, ne signifient rien, si leur interprétation est exclusivement représentée par leurs inspireurs et créateurs, alors que le peuple -que l'on prétend aider- doit les respecter lui-même. Il aurait été bien plus bénéfique qu'au lieu d'arracher des accords et des résolutions par surprise, l'Alliance se soit proposée une oeuvre d'éducation et d'instruction, visant à obtenir des accords et des résolutions issus de volontés conscientes !" (5). L'action éducatives des Bourses et des syndicats a existé, mais il y avait la concurrence de l'école laïque, à la différence de l'Espagne.

Colson avance, au cours de son exposé, que "L'hypothèse d'une intégration progressive de la classe ouvrière dans l'ensemble du corps social, qui obligerait les organisations qu'elles s'étaient données à se replier sur elles-mêmes (...) se situe à l'horizon de ce que nous voudrions montrer (...)" (p.58).

Mercier Vega a bien analysé le changement socio-économique qui entraîne l'inadéquation de l'anarcho-syndicalisme à la société actuelle. Au lieu d'une société où l'ouvrier dominait l'outil de production (et pouvait donc raisonnablement envisager d'organiser la société), on se trouve dans un ensemble sous les ordres de l'Etat-patron et de multinationales. Les nouvelles formes de production dominant l'ouvrier, le travailleur, l'ingénieur. "Son état de pièce de rechange, banale, parcellisée, lui enlève toute volonté de conquête, directe et responsable, et le pousse à "compter sur" des organisations qu'il ne contrôle pas, dont il détermine ni les méthodes, ni les objectifs véritables." (6). Il demeure, cependant que "Les initiatives ou les contraintes extérieures ne peuvent résoudre ce qui est au coeur de la condition ouvrière, à savoir la conviction de ne pas disposer de l'initiative et de subir les contraintes." (7). "Les mesures révolutionnaires, si elles se bornent à un changement du personnel de direction, ne modifient aucunement l'essentiel de

l'économie hiérarchique. Elles ne seraient authentiquement révolutionnaires que si elles remettaient en cause les formes et les buts de cette économie en donnant aux hommes la possibilité de choisir des modèles à leur portée et non des modèles gigantesques, délirants, sur le type des économies "de combat" nord-américaine ou soviétique." (8)

Autrement dit, et c'est pourquoi Mercier Vega insistait sur l'autogestion et les coopératives, il faut ré-inventer l'anarcho-syndicalisme. On a la triste comparaison de l'Espagne et de la Pologne depuis 1980. Dans deux sociétés où la crise pesait sur les travailleurs, des tactiques semblables d'action directe et d'autogestion ont donné des résultats totalement différents. Il est vrai que dans un régime marxiste léniniste, les travailleurs sont plus sensibles à l'opposition entre la formule vide du pouvoir ouvrier et la réalité, mais la consommation, la pénurie d'objets de première nécessité les acculent aussi à une usure d'énergies importantes. L'Espagne de 1980 ressentait encore le pouvoir de l'appareil franquiste (accentué par le coup d'Etat militaire du 23 février 1981 et la débandade générale qu'il entraîna), toléré au nom d'un pacte social toujours renouvelé contre la crise. Par conséquent, pour des raisons différentes, les deux pays offraient des perspectives positives pour un syndicalisme d'action directe.

Aujourd'hui encore, Solidarnosc est capable de lancer des dizaines de milliers de citoyens dans la rue dans la plupart des villes, alors qu'en Espagne, deux CNT légalisées au prise à des luttes fratricides physiques, juridiques et journalistiques - ne peuvent que réunir - séparément le 1er mai qu'un total d'une dizaine de milliers d'affiliés.

La grande différence me semble résider dans deux éléments : l'incapacité d'élaborer une analyse globale de la société actuelle (avec, bien-entendu, des hypothèses multiples, le cas échéant) ; - le refus individuel de tolérer des analyses et un militantisme différents. Ces deux défauts ont été attisés par la fossilisation de l'anarcho-syndicalisme marquée par des fixations-anathèmes et des chasses aux sorcières types CIA-GPU. Tant que l'anarcho-syndicalisme sera représenté par un tel déséquilibre mental, à l'opposé du bon sens quotidien des travailleurs ( au sens moderne de ceux qui sentent et combattent

l'exploitation, quel que soit leur place dans l'appareil de production ), en contradiction avec le travail de rénovation de Mercier Vega, avec la réalité concrète de la SAC suédoise, on ne collectionnera que les échecs, ce qui est la meilleure manière d'enterrer définitivement les propositions libertaires à l'aube du XXI siècle. Le livre de Colson a le mérite indirect de nous remettre en question, même s'il utilise trop en conclusion le ton feutré du sociologue, qui se veut neutre.

FRANK MINTZ

~~~~~  
 Vous pouvez recevoir ce livre en écrivant à ACL, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon. Prix spécial: 100 francs franco de port.

~~~~~  
 1) " Anarcho-syndicalisme et communisme Saint-Etienne 1920-1925 "

Saint-Etienne, Centre d'Etudes Forziennes-Atelier de Création Libertaire, 1986, 222 pages, 120 Francs.

2) Voir aussi la brochure éditée par Volonté Anarchiste " La Charte d'Amiens de 1906 à aujourd'hui " Fédération Anarchiste, 1987, p.65 et p.69; et la vision d'Argentine, très opposée, d'Ildefonso " Notes brèves sur le mouvement ouvrier anarchiste en Argentine " Contre courant (ré-ed. d'une brochure de 1955 ).

3) Voir Corale " Capitalisme-syndicalisme, même combat " 1974

4) Voir Skirda " Autonomie individuelle et force collective " 1987

5) Anselmo Lorenzo " El proletariado militante " Madrid, Alianza, p.418, 419, écrit en 1910, publié en 1923 (tard), mais la première partie écrite dans le même esprit, fut publiée en 1901.

6) " Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire "

Spartacus, 1978, p.64.

7) " L'incroyable anarchisme " Paris, 10/18 (épuisé), 1970, p.182.

8) " La pratica dell'utopia " Milan, 1978, p.186 - trad. italienne du livre précédent, texte rajouté en conclusion.

## Is étaient quatre

**H**enri Poulaille est mort dans l'oubli, en 1980. Seuls quelques-uns, parmi lesquels Michel Ragon qui, par son érudition et son attachement à une littérature prolétarienne (faite par et pour des travailleurs), peut être considéré comme son fils spirituel, lui rendaient encore visite. A sa mort, les journaux mentionnèrent trop brièvement que venait de s'éteindre, en banlieue parisienne, l'un des plus importants écrivains du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais en cela, ils furent logiques avec ce qu'il avait dénoncé une vie durant : à savoir que la plupart des écrivains proviennent d'un milieu social aisé, écrivent sur ce milieu, sont lus en priorité, également, par ce milieu, et que ces auteurs prétendent représenter, à eux seuls l'ensemble de la littérature. Pourtant, affirmait Henri Poulaille, une autre littérature existe. Elle doit pouvoir se faire entendre. Jules Vallès ne se reconnaissait pas parmi ces écrivains « bourgeois », et cependant son œuvre est l'une des plus intéressantes, l'une des plus émouvantes. Ludovic Massé, qui est mort lui aussi dans l'oubli en 1982 a fourni une œuvre très variée. Et qui connaît, à l'exception d'un public extrêmement restreint qui se perpétue surtout par le « bouche à oreille », les textes de Neel Doff (que Henri Poulaille comparait à Georges Sand), de Marcel Martinet (dont on trouve un ouvrage, le plus souvent soldé...), de tant d'autres... Panaït Istrati, Eugène Dabit sont eux plus connus. Mais pour quelques noms qui sortent de l'anonymat, combien d'autres passés sous silence... ?

Il figure pourtant parmi eux des écrivains de grande valeur. Mais la littérature actuelle est une littérature de classe. Dans l'entre-deux-guerres, Henri Poulaille s'élevait contre ce caractère par trop évident. Les livres accessibles dans la plupart des bibliothèques, disaient-ils, sont écrits par des auteurs qui ont très peu de choses à dire. Ils considèrent l'écriture comme un art, mais n'accordent à l'art, malheureusement, qu'une fonction esthétique. Ils rédigent des pages sur le seul milieu qui offre, à leurs yeux, un intérêt : le leur. Un milieu d'argent et de pouvoir. Dans le meilleur des cas, leurs textes sont apolitiques. Mais, puisque ce mot n'a pas grande signification, en général leurs textes ne sont que l'apologie du pouvoir en place. Ils ne sauraient donc, décemment, être considérés comme apolitique.

La littérature actuelle est une littérature de classe. Henri Poulaille le constatait, mais ceci peut encore être observé

de nos jours. Pour plusieurs raisons : parce qu'il faut du temps, pour écrire ; parce qu'en rentrant du travail la fatigue est parfois la plus forte ; parce qu'il faut avoir appris à écrire, à écrire correctement, de façon à être lu... Mille difficultés bel et bien réelles. Néanmoins, des hommes, des femmes, au prix de multiples efforts, rédigeaient des textes. Ils décrivaient leurs conditions de travail, les problèmes auxquels ils devaient faire face chaque jour. Ils commentaient leur propre situation, et leurs mots, c'est obligé, s'emplissaient de révolte. Ils ne se disaient pas libertaires, mais c'est cependant au contact de Poulaille que ces hommes, ces femmes, prirent conscience de leur spécificité, de leur place particulière au sein de la littérature. Et Henri Poulaille, lui n'a jamais caché ses affinités politiques.

Né en 1896, à Paris, il perd ses parents alors qu'il est encore enfant. Pour subsister il doit travailler... Il conte cette période de sa vie dans son ouvrage qui a eu le plus de succès : *Le pain quotidien* (1). Au fil des années, il noue des amitiés avec les anarchistes. Il en rencontre quelques-uns qui lui prêtent des livres, qui l'initient aux idées anti-autoritaires. Son père était socialiste révolutionnaire. Il se souvient que chez lui il trouvait parfois un journal contenant un article de Jaurès ou d'un autre militant socialiste.

Il profite de ses heures de liberté pour fouiller dans les bacs des bouquinistes, installés sur les berges de la Seine, à la recherche d'un auteur qu'il n'a pas encore lu. Car très tôt Henri Poulaille est passionné par la littérature. Il découvre, par ce biais, un monde illimité. Mais il a conscience, aussi, de ne pas appartenir au milieu que de nombreux écrivains prennent pour référence. Lui, est né dans la classe ouvrière. Il vit dans la classe ouvrière. Et il recherche des ouvrages traitant de ce milieu. Bientôt, il devore l'œuvre de Jules Vallès. Il lit Léon Cladel, Zola... Mais il s'aperçoit que Zola parle d'une classe sociale qu'il connaît mal.

Lorsque la guerre survient, ses convictions, déjà bien établies, vont se trouver renforcées. Les leaders socialistes, qui prétendent parler au nom du peuple et travailler à son bonheur, ont fait alliance avec la bourgeoisie. Des milliers de jeunes ouvriers ou paysans ont été décimés. En route pour Berlin, prêts à combattre la « barbarie prussienne », ils n'ont combattu que des hommes, semblables à eux, victimes eux-aussi de leurs dirigeants. Pour ceux qui revien-

nent, les espoirs d'avant-guerre sont définitivement mors. Henri Poulaille retrace cette expérience dans deux ouvrages (depuis longtemps épuisés) : *Pain de Soldat* et *Les rescapés*. Il défendra maintenant, chaque fois qu'il en aura l'occasion, ses idées antimilitaristes et libertaires.

Lorsqu'il est embauché aux éditions Grasset, il ne perd pas de vue les griefs qu'il formulait contre la littérature, reflétant presque exclusivement le mode de vie de la bourgeoisie. Les ouvriers ou les paysans aussi sont capables d'émettre des idées intéressantes, l'expérience qu'ils ont de la vie peut être riche d'enseignement, et Henri Poulaille va tout mettre en œuvre pour le faire savoir. Il profite de son poste chez Grasset pour aider à la publication d'auteurs qui, pour certains, deviendront plus tard célèbres. Giono, Ramuz et tant d'autres lui doivent beaucoup. Il met également à profit l'amitié qui le lie à Georges Vallois (un personnage qui passa allègrement de l'extrême gauche à l'extrême droite tout en ne cessant de promouvoir une idée de la littérature relativement comparable à celle que se faisait Henri Poulaille...) pour publier plusieurs revues consacrées à la littérature prolétarienne.

L'idée de littérature prolétarienne était lancée. Elle s'opposait à la littérature « populiste », dont le chef de file était Léon Lemmonier, et au courant qui se développait autour de la revue « Monde » de Barbusse. La littérature « populiste », selon Lemmonier, prenait pour thème principal le peuple, et ne connaissant donc qu'imparfaitement ses conditions d'existence. C'était d'ailleurs le cas, et elle ne se distinguait guère de la littérature « bourgeoise », puisque le peuple y était toujours représenté aussi peu favorablement. Henri Poulaille s'insurgea contre cette « école », soi-disant nouvelle, en démontrant que la littérature comptait depuis toujours des auteurs dits « populistes ». Il eut plus de difficultés, par contre, avec les écrivains réunis autour de la revue « Monde ». Barbusse, qui dirigeait cette revue, tenait à en faire une revue communiste. Communiste orthodoxe s'entend. Pourtant, il fut ennuyé par les responsables communistes, qui lui reprochaient d'ouvrir cette revue à des auteurs qui se montraient critiques avec leur ligne de conduite. Henri Poulaille, qui collaborait à « Monde », quitta cette tribune.

Dès lors cohabitèrent l'école prolétarienne, dont le chef de file était Henri Poulaille, et qui regroupait des écrivains plus ou moins proches de l'idéologie libertaire, et les écrivains réunis au sein de l'A.E.A.R. (Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires), une éma-



## Le brouillard

nation du Parti Communiste (après la disparition de « Monde »).

Entre les deux-guerres, l'école prolétarienne eut une réelle importance dans l'évolution de la littérature en France. Son rôle est aujourd'hui méconnu (malgré la réédition d'un ouvrage essentiel, il y a peu de temps : *Nouvel âge littéraire* (2), un livre dans lequel Henri Poulaille expose sa conception de la littérature. Elle fait partie de ce courant d'idée qui s'est développé en amont du Front Populaire, ne réussissant pas, pourtant, ou très peu, à influencer dans un sens libertaire sur les événements. Elle se bornera à un rôle critique.

La guerre eut raison de l'école prolétarienne. Après la Libération, Henri Poulaille tenta de lui redonner un second souffle, mais l'époque n'était plus la même...

Henri Poulaille rédigea de nouveaux ouvrages. Son érudition était reconnue par tous. Sa bibliographie est considérable et, parallèlement, aborde des sujets totalement différents les uns des autres. Il écrivit sur Corneille (Henri Poulaille accusait Molière d'avoir repris à son profit des textes de Corneille), comme il écrivit sur la tradition des « Noëls anciens ». Autodidacte, il n'oubliait pas de se faire le défenseur des nouvelles techniques de communication. Il rédigea par exemple, un ouvrage consacré à Charles Chaplin qui par son talent, avait su porter le rire -et la révolte- aux quatre coins du monde. Il signa un autre ouvrage consacré au « disque à l'école »...

Son érudition, à la fois étonnante et moins exceptionnelle qu'il ne paraît chez un autodidacte, lui a fourni matière à construire une œuvre dense et variée. Par sa démarche, Henri Poulaille est certainement l'un des écrivains qui ont le plus marqué la littérature française du XX<sup>e</sup> siècle.

Son premier roman, *Ils étaient quatre* (3) paraît en 1925. Le rythme de l'histoire est très rapide... Quatre soldats se perdent dans des grottes, en Franche-Comté. Ils tentent tout ce qui est en leur pouvoir pour survivre. « Le roman de la peur » a écrit Michel Ragon.

Avec ce roman, Henri Poulaille faisait pour la première fois la preuve de son talent.

**Thierry Maricourt**

(1) *Le pain quotidien a été récemment réédité par les éditions Grasset, collection « Cahiers Rouges »*

(2) *Nouvel âge littéraire a été réédité, en 1986, par Plein Chant, 16120 Bassac.*

(3) *Ils étaient quatre, réédité par le Goût de l'Être (45F, franco de port, en écrivant aux éditions Le Goût de l'Être, B.P. 403, 80004 Amiens cedex).*

Dans *« Le Brouillard »*, première partie de la trilogie *« L'Amour »* — œuvre préférée de Pa Kin écrite au début des années 30, bien que pour sa part le public ait plébiscité son autre trilogie *« Le Torrent »* incluant *« Famille »*, son roman le plus connu —, c'est l'amour et son principal obstacle, qui met aux prises 3 personnages principaux.

Le héros, *Zhou Rushui*, est un intellectuel épris d'idées nouvelles — adepte du « retour à la campagne », inspiré du mouvement japonais des *« Nouveaux Villages »* basé sur l'entraide et l'humanitarisme, et inspiré par Kropotkine et

Tolstoï —, mais en même temps enchaîné par l'ancienne morale et la piété filiale d'essence confucianiste.

*Zhao Ruolan* figure, elle, une jeune étudiante émancipée, prototype de la « nouvelle femme chinoise », résolue à faire fi des conventions et à vivre ses désirs.

Quant à *Chen Zhen*, c'est l'intellectuel révolutionnaire, partisan, lui, d'une société nouvelle par la révolution citadine, « les problèmes des villes une fois résolus, ceux des campagnes le seraient automatiquement », qui « consacre tout son temps à sa cause, met sa vie en péril pour le bonheur des autres ». Il joue le rôle du mentor auprès duquel vont prendre conseil tant *Ruolan* que *Rushui*.

La trame de l'histoire est en effet la suivante :

Marié très jeune à une femme qu'il n'aime pas mais imposée par sa famille « pour lui arranger à l'avance un avenir des plus traditionnels mais stable », *Rushui* — de retour d'un long séjour au Japon, première tentative pour desserrer l'étau familial —, tombe amoureux de *Zhang Ruolan*... Mais il est trop faible pour franchir le pas, lui déclarer sa flamme et envisager de divorcer malgré les exhortations de *Chen Zhen* — « si tu divorçais, tu ferais pour ainsi dire la première chose plaisante de ta vie » —, par crainte du déshonneur qui rejaillirait sur sa famille.

Comme souvent chez Pa Kin, le personnage féminin est plus fort, plus résolu. Prenant les devants, *Zhao Ruolan* déclare à *Rushui* son amour et peu importe qu'il soit marié ou non, elle est prête à tout sacrifier pour lui. Celui-ci est profondément ému, hésite ; « il se trouve dans le brouillard ». Mais la morale traditionnelle a une trop forte emprise sur lui : dans le conflit entre l'amour et la piété filiale, c'est cette dernière qui

l'emporte. Il renvoie *Ruolan* et décide de retourner auprès de sa famille.

Ironie du sort, son sacrifice s'avèrera vain car entretemps sa femme est morte. Mais il est trop, *Ruolan* ne l'a pas attendu...

Espérons que nous ne tarderons pas trop pour lire en français la suite de cette trilogie, *« La Pluie »* et *« L'Éclair »*, les fans de Pa Kin attendant toujours avec impatience la sortie d'*« Automne »*, dernier volet de la trilogie *« Torrent »*, après *« Famille »* paru en 1979 et *« Printemps »* en 1982.

*« Le Brouillard »* est le dixième volume publié en français des œuvres de Pa Kin, et le troisième traduit par M. Yok-Soon, chez un nouvel éditeur (le neuvième), *« Les Éditions des 100 Fleurs »*.

Il nous faut à nouveau<sup>1</sup> stigmatiser la façon dont Pa Kin (BaJin) est présenté au public français : aucune logique dans la thématique, des traductions qui parfois se dédoublent, des présentations qui en général gommant son passé anarchiste, des versions parfois selon le manuscrit original, le plus souvent « revues et corrigées » en fonction des anthologies parues en Chine Populaire après 1949.

A quand une édition véritablement scientifique, avec un appareil critique permettant à la fois de restituer les œuvres de Pa Kin dans leur contexte socio-historique, de cheminer avec l'auteur en fonction de son évolution et d'analyser les différentes retouches apportées au fil des rééditions ?

Reconnaissons déjà l'effort méritoire entrepris avec, ici en postface, la présentation quasi-exhaustive des œuvres de Pa Kin en chinois et en français et des études parues sur lui en français. Mais outre certaines lourdeurs de style, l'actuelle version de *« Brouillard »* comporte des fautes de frappe et d'orthographe qui auraient pu être évitées.

Espérons plus de rigueur pour *« La Pluie »* et *« L'Éclair »* !

**J.J. GANDINI**  
novembre 1987

1 : *« Pa Kin, le coq qui chantait dans la nuit »*, J.J. Gandini, Atelier de Création Libertaire éditeur, Lyon 1985, diffuseur Alternative.



## LES LIBERTAIRES AU PAYS DE SOCRATE.

Nous avons reçu à IRL, une lettre de l'Union des Anarchistes de Grèce, à Thessalonique. Cette lettre est la traduction d'un long article paru dans leur journal : «Anarchie» . . . . .

Il y relate «la chasse à l'anarchiste» à laquelle se livre la police grecque à Thessalonique, et notamment l'assassinat de sang-froid par «les forces spéciales armées anti-terroristes» de Michalis Prekas, anarchiste, le 1er octobre 1987. Son crime : l'«expropriation» avec l'aide d'un camarade, Christophoros Marinos (battu et emprisonné), de la voiture du gouverneur de l'Attique, Irouloros Vlaikidis. Dès que le vol est déclaré, la police se met en chasse. Les deux anarchistes sont acculés dans un appartement immédiatement encerclé. Après une heure de siège, plutôt que de se rendre et de se faire une fois de plus humilié et emprisonné, Prekas sort à découvert un pistolet dans chaque main en criant : «Allez, tuez-moi, batards !» Son vœu est exaucé dans la plus grande allégresse milicienne : «Les policiers et les citoyens indignés» crient pour qu'il soit emmené lentement à l'hôpital afin de saigner à mort.»

A partir de ce moment commence une vague d'arrestation contre les anarchistes et contre toute personne considérée comme «amie» de Prekas : arrestations au domicile, descentes armées dans les clubs et bistrotts anarchistes. Environ 100 personnes. La police dément toute arrestation, alors que la télé parle de 17 arrestations. Les motifs ? Classiques : détention illicite d'armes, de drogue... Selon «Anarchie», il semble que la police préparait un complot depuis longtemps. Des milliers de personnes ont vu le meurtre de Michalis à la télé. Voient-ils les tortues qui sévissent dans les géoles de leur pays...

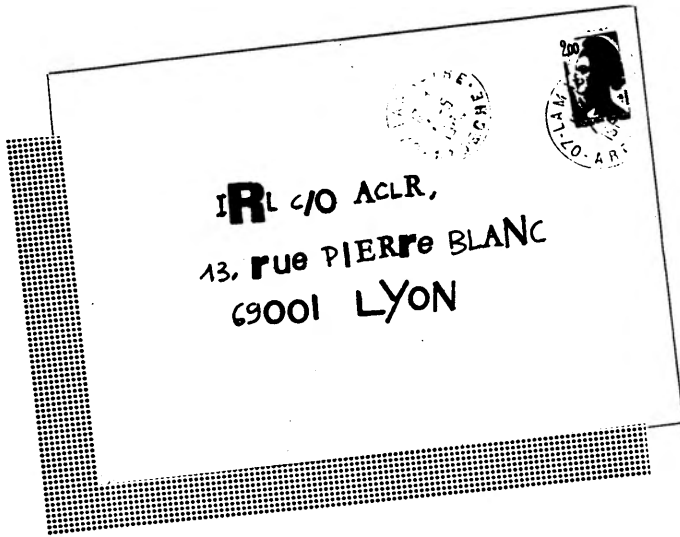
Plus qu'une relation de la mort de Michalis, cet article est l'affirmation du soutien ardent des anarchistes Grecs au courage et à la dignité de Michalis Prekas, victime d'État.

Amitiés libertaires à tous et à toutes.

Christophe.

Le Collectif Anar de Bourgoin.

P. S. : Des précisions et un développement ont été donnés à propos de ces faits dans le «Monde Libertaire» d'octobre 1987.



Chers compagnons,

Je vous remercie de m'avoir envoyé le bouquin sur Joël Fieux, je l'ai trouvé très poignant, merci, et très intéressant, je ne l'ai pas connu, n'empêche qu'après avoir lu son bouquin...

Je suis belge, j'ai 15 ans, n'empêche que je vous promet que plus tard, je militerais, j'écrirai...

Mon rêve, comme à tous les vrais anarchistes de la planète, c'est que l'anarchisme s'amplifie mais je crois que les anarchistes s'ils le veulent vraiment, pourront créer cette impatience internationale anarchiste. Je n'ai pas oublié d'écrire aux copains de l'ASBL 22 mars, et j'ai l'intention de prêter mon bouquin à plusieurs anarchistes tournaisiens (de Tournai, Belgique, NDLC).  
Ciao.

NICOLAS

### COMMUNIQUE DU COLLECTIF ANARCHISTE DE BOURGOIN.

Pendant trois ans consécutifs, le Collectif a tenu un stand de presse libertaire bimensuel dans la rue piétonne de Bourgoin. La mairie, socialiste, nous accordait chaque année sans problème l'autorisation écrite.

Détail important : elle mentionnait que le stand se tenait juste sur la rue piétonne devant une petite place avec des halles...

Cette année, nous avons renouvelé notre demande, et la réponse de la mairie sans être directement négative, n'en est pas moins quelque peu... hypocrite et insidieuse... Jugez-en. Le stand est autorisé pour 87-88, bien sûr, mais seulement à deux conditions :

- qu'il ne se fasse plus qu'une seule fois par mois,
- et qu'il se tienne uniquement sous les halles (donc hors de la rue piétonne).

Vu la géographie des lieux et que cette rue piétonne est le point de passage le plus fréquenté de la ville, cette réponse revient indirectement à condamner notre stand au silence sans pour autant le censurer brutalement.

Alors de deux choses l'une : ou nous commençons à emmerder la mairie et elle ne veut pas l'avouer, ou monsieur le maire pour un démocrate comme il se prétend être n'agit pas de façon très démocratique, car après tout nous devons bien faire partie nous aussi de ses «administrés»...

A la suite de cette nouvelle et particulière autorisation, nous avons entamé des négociations qui pour l'heure, sont au point mort, et nous avons deux solutions. La démocratie n'étant pas toujours facile à vivre, soit la mairie fait machine arrière mais c'est improbable car elle a tout pouvoir sur ce sujet, soit elle persiste (ce qui est probable par contre) dans son

attitude de censure et nous devons alors envisager une réaction.

Pour le moment nous tiendrons notre stand une fois par mois, donc, mais chaque samedi nous seront présents d'une façon ou d'une autre dans la rue piétonne, parce que chez les anars on a la tradition d'être têtus... et ceci jusqu'à ce que la situation évolue. Et si ce n'était pas le cas, nous nous ferions un plaisir de manifester alors notre humeur dans la rue... piétonne !

Voilà donc quelle est notre situation actuelle et nos vues sur le problème. Mais nous finirons ce communiqué en demandant aux copains de toutes les composantes du mouvement lyonnais de bien vouloir descendre à Bourgoin au cas où nous aurions besoin d'un coup de main pour cette éventuelle manif.

Quelque soit l'évolution de la situation, nous vous tiendrons au courant et vous ferons directement appel.



## R O B

Le Regroupement d'Opposants à la Bagnole vient d'auto-éditer une plaquette «Contre la Bagnole» (28 pages). Cette plaquette tente de faire comprendre et d'analyser la place de la bagnole dans la vie, mais surtout dans la conscience des gens. Vu le rôle de la Bagnole dans l'asservissement quotidien de nos vies (que ce soit en tant qu'automobilistes ou en tant que non-automobilistes) nous pensons qu'il est nécessaire de se révolter contre elle.

La Bagnole n'est pas un élément pour une vie libre et heureuse, elle en est presque l'exact modèle inverse.

«Contre la Bagnole», % Frs plus 2.70 de port, le tout en timbres uniquement à :

Regroupement d'Opposants à la Bagnole, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.



**A** propos de la psychiatrie ... ou l'on apprend dans l'article "Le grain de Marinette et l'ivraie des chasseurs" (Libé du 29.09.87) que Marinette, la soixantaine passée et refusant que l'on massacre sur ces terres, s'est fait enfoncer une côte et fracturer une mâchoire, puis tirer dessus.

Commentaires des gendarmes : "tout cela est pur fruit de son imagination", alors qu'elle exhibe un certificat médical. Elle se plaint, continue à faire du tapage, dérange et va donc se faire interner illégalement (c'eût été légal que cela n'eut rien changer au fond de l'affaire) à l'hôpital psy de Fau où elle passera deux ans de sa vie sous neuroleptiques. Les rapports d'expertise notent des "tendances délirantes". Et les voisins de déclarer : "Ils peuvent bien la garder autant de temps qu'ils voudront chez les fous, nous on est bien tranquilles comme ça."

Cette affaire n'est pas isolée. Loin de là. Elle est révélatrice d'un état de fait qui ne date pas d'aujourd'hui. La loi de 1838 institue les placements d'office et placement volontaire, ou en fait n'importe qui peut faire interner n'importe qui ou presque, et ou l'interné est bien sur rarement volontaire.

C'est souvent le même scénario : que quelqu'un dérange, par un comportement anormal ou parce qu'il s'oppose à un lobby quelconque, et se fait interner sans trop de problèmes pour les motifs les plus divers (ici, le maire responsable de l'internement : "J'ai fait tout pour la protéger" (!)); de toutes façons le jargon des pys a la particularité de s'appliquer à tout le monde et à toutes circonstances. Je ne vois pas comment prouver que untel est malade, schizo ou autre ( mais eux le voient). Mais c'est surtout bien

difficile de prouver qu'il n'est rien de tout ça, si eux affirment le contraire. Et ils trouvent souvent un intérêt, financier ou autre. De plus le fait même qu'un psy déclare quelqu'un malade crée bien souvent la réalité de la maladie pour ce quelqu'un; nombreux sont les internés qui croient réellement manifester des "tendances paranoïaques", un état confusionnel, un délire de la persécution...

Et si je suis "malade", je ne dispose pas, bien évidemment, de l'entière capacité de jugement, et c'est donc tout naturellement et avec bonne conscience qu'on gèrera ma vie, décidera sans appel des traitements nécessaires, omettra de me renseigner sur mes possibilités de recours légal, contrôlera mon courrier, mes fréquentations, refusera de me laisser l'accès à mon dossier et à mes affaires personnelles;...enfermement, non-droit total, castration sexuelle; comme en taule, sauf que lorsqu'on est en taule, on sait pour combien de temps; ou comme un enfant dans sa famille, les thérapeutiques en plus. Et c'est pas rien, les thérapeutiques ! Certaines témoignent d'un réel raffinement de l'art de torturer (et même parfois de tuer) les gens : comas insuliniques, lobotomies, camisoles chimiques (on a vu des ordonnances prescrire l'absorption chaque jour d'une vingtaine de psychotropes divers, neuroleptiques, tranquillisants, somnifères, électrochocs, etc... Certes théoriquement, la lobotomie n'existe pas en France. Il n'y a pourtant pas si longtemps un neurologue se vantait d'en avoir commis plus de 3000 !

La fonction de la psy n'est pas un éventuel mieux être des "malades", c'est le contrôle, l'isolement social, la neutralisation, lorsque les tentatives de normalisation ont échouées.

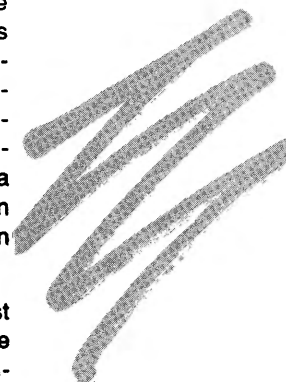
On n'en finirait pas de parler de l'horreur dans les asiles, privés ou publics. Comme dans bien d'autres domaines, il suffit de se pencher sur le problème ou que ça nous tombe soudain sur le coin de la gueule, pour découvrir ou pour plonger dans un univers insoutenable.

Comme dans bien d'autres domaines, il existe encore des individus ou des groupes qui crient dans le désert que tout cela est inacceptable, qu'il vous suffirait d'ouvrir les yeux pour en prendre conscience, et qui en sont réduits à gérer l'inacceptable, à s'opposer au coup par coup aux internements illégaux sans pouvoir rien faire, faute de moyens, faute de gens, pour tous ceux qui se retrouvent enfermés de façon légales. Je pense entre autre au groupe information asiles de Paris et au journal "Mise à pied", journal de défense des psychiatrisés réalisé sur Toulouse.

- G.I.A. Paris C/O François Albaret, 2 Domaine de Château Gaillard, 94700 Maison Alfort

- Mise à pied, BP 2028, 31018 Toulouse Cedex. Envoyé gratuitement aux psychiatrisés sans ressources.

YVES BONNARDEL



Extraits du "Nouveau guide des médicaments" Pradal 1980 :

A propos du Nozinan, neuroleptique : il est extrêmement utilisé en milieu psychiatrique et constitue une des pièces maîtresses de l'arsenal chimique grâce auquel l'ordre règne dans les asiles. "Un peu plus loin on lit que : " le Nozinan est également utilisé comme massue chimique", qu'il est souvent utilisé "par les psychiatres pour réaliser la neutralisation quasi complète des sujets qu'ils traitent."

Tiré de "Libertés de l'enfant et choix thérapeutique" de P. Geissmann, paru dans "Psychiatries Françaises" de juin 1980, revue publiée par le syndicat des psychiatres français :

"On pourrait dire qu'on jouit d'un degré d'autant plus grand de liberté qu'on est moins agi par des fantasmes inconscients (...). C'est le paradoxe des pédopsychiatres et des psychanalistes d'enfants que d'avoir à aider des sujets qui ne disposent pas du degré de liberté intérieure suffisant pour manifester cette demande d'aide. Il est vrai que ce paradoxe existe également au niveau des psychiatres s'occupant de psychotiques adultes. Sachant qu'il ne peut y avoir de demande psychothérapeutique spontanée de la part de l'enfant, ni même des parents, il faut bien que ce soit le psychiatre d'enfants ou l'équipe psychiatrique qui décide : cette décision ne peut en rien contrarier la liberté de l'enfant puisqu'au contraire elle vise à donner à l'enfant un degré de liberté intérieure plus grand."



# JEAN MAITRON

**J**ean Maitron est mort il y a quelques semaines. Historien « sorti du rang », ayant accédé très tard à l'Université il est surtout connu pour son « Histoire du mouvement anarchiste en France », un classique maintenant, que tous les libertaires doivent avoir dans leur bibliothèque, sans forcément se reconnaître dans ce qu'il raconte. Lorsque Jean Maitron soutint sa thèse d'histoire sur l'anarchisme, au début des années cinquante, ce fut une sorte de petit scandale ou de grande audace pour l'Université. L'anarchisme sortait des faits divers, des bas-fonds de la société, devenait un objet d'étude, forcément anobli par la noblesse de l'institution qui se penchait sur lui. Une noblesse inquiétante cependant, pour l'anarchisme bien sûr. Pour qu'il y accède, même par la petite porte d'un petit prof, original, militant, ne fallait-il pas qu'il soit effectivement suffisamment mort pour être embaumé et rangé à côté de bien d'autres curiosités ? Les célébrations ont toujours à voir avec les enterrements. Le livre de Jean Maitron, qui n'était pas libertaire, s'en ressent, malgré toute sa sympathie pour un courant oublié, vaincu, marginal, du mouvement ouvrier français.

## L'ANARCHISME ET L'HISTOIRE OFFICIELLE.

Lorsqu'on est libertaire (mais qu'est ce qu'être libertaire ?) on a du mal à se reconnaître dans l'exposé de ce qu'a pu être le mouvement anarchiste français pour les historiens : des petites organisations, des toutes petites organisations, souvent déchirées, professant des idées parfois bien étranges ou saugrenues. Comment si peu d'hommes, si divisés, si peu instruits, du point de vue des écoles, ont-ils pu exercer une telle influence dans le mouvement ouvrier français ? Par où passait cette influence ? Qu'est ce qui, en dehors d'eux, a pu, d'une part les produire, d'autre part leur permettre d'être la voix de milliers d'autres ? La lecture du livre de Jean Maitron a quelque chose d'irritant ; on se dit sans cesse qu'il manque quelque chose, que l'auteur ne saisit que le sommet de l'iceberg, la partie apparente du mouvement libertaire, là où le drapeau noir est planté.

Sans doute cette impression doit-elle beaucoup aux « croyants » que nous sommes, ou aux « voyants » que nous ne pouvons nous empêcher d'être. A l'histoire du mouvement anarchiste nous ne pouvons pas nous empêcher de joindre tout ce qui dans notre vie donne corps et chair à l'expérience et aux idées libertaire, leur donne

réalité. Sans cette expérimentation concrète celles-ci se réduisent à bien peu de choses, dans la perception que nous en avons

mais aussi dans la connaissance de ce qu'elles ont pu effectivement représenter dans la réalité sociale. Là sans doute se trouve la différence entre le livre de Maitron et d'autres comme « La révolution inconnue » de Voline ; « La première internationale » de James Guillaume, « Autour d'une vie » de Kropotkine ou « Épopée d'une anarchiste » d'Emma Goldman. A la lecture de ces ouvrages il se passe quelque chose d'étrange. Ils ne parlent pas ou peu des anarchistes en tant que tels, des groupes anarchistes, de leur vie interne, de leurs programmes, de leurs conceptions. Ils parlent de tout autre chose : des vastes espaces d'Ukraine, de la vie des uns et des autres, des mouvements de foules, des moments où tout semble suspendu à un fil, à un mot, de la vie de tout les jours. Comment se fait-il alors que ce soit à ce moment là que le mouvement libertaire, les aspirations libertaires, les idées libertaires, deviennent palpables, immédiatement sensibles, faisant écho avec une force considérable à ce que nous pouvons éprouver nous mêmes, percevoir autour de nous, dans un tout autre contexte, comme un possible, un agencement possible des choses et des idées que recouvre, jusqu'à en nier l'idée même, tout ce que nous abhorons par ailleurs.

L'objectivité n'existe pas en histoire ; celle-ci est toujours non pas projection sur le passé de ce qui existe actuellement mais restitution d'un passé parmi d'autres possibles, ayant à voir intimement avec ce qui permet cette restitution. Comment l'histoire officielle, celle de l'ordre établi, pourrait-elle appréhender l'anarchisme autrement qu'elle ne le fait, avec malveillance, crainte ou mépris suivant les cas ? Comment être historien, sociologue... et libertaire ? Une question difficile, à laquelle il ne faut pas se dépêcher de répondre par la négative. L'Université n'est plus ce qu'elle était du temps où Jean Maitron a soutenu sa thèse. D'institution restreinte et élitiste elle est devenue un grand corps malade de son élargissement, de la nécessité où elle est de s'ouvrir à un grand nombre d'étudiants et donc d'enseignants. En cessant d'être « en haut » l'Université, la science, le savoir cessent d'être tributaire de l'opposition entre le « haut » et le « bas » ; le « haut » de l'histoire officielle, élitiste, réductrice, le « bas » d'une histoire sans mémoire, sans expression propre ou si peu. Université, sciences et savoirs sont pris dans un ensemble éclaté beaucoup plus divers, complexe et contradictoire, traversé de forces tout aussi diverses et contradictoires où une expression « libertaire » de la réalité est tout à fait possible. « Libertaires » de tous poils, ne craignez plus d'aller à l'Université ! Il y a beaucoup à y faire, les étudiants peuvent y être moins « misérables » qu'avant ; on peut y apprendre des choses et, en attendant que les élites ne se reconstituent dans une super-Université, une période intéressante s'ouvre à nous.

## LE DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER.

Mais revenons à Jean Maitron. Tout ce qui précède paraîtra bien sévère à son souvenir ; même si nous soulignons sa relative marginalité dans l'Université qu'il a connu et surtout son originalité à prendre l'anarchisme comme sujet de thèse. Mais Jean Maitron ce n'est pas seulement « L'Histoire du mouvement anarchiste en France », c'est tout autre chose également, un projet fou ou monstrueux, qui a tout pour séduire les libertaires : « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français ». Depuis 1964, Jean Maitron et tout un réseau hétéroclite d'historiens débutants ou de seconde zone ont entrepris de garder la mémoire de milliers et de milliers de militants ouvriers, célèbres pour quelques uns d'entre eux, obscurs, très obscurs pour la grande majorité des autres. Vingt six volumes sont déjà parus

# Raoul

et c'est loin d'être terminé. Sans doute le travail de fourmi que Jean Maitron n'a pu achever, a-t-il bénéficié de l'engouement, provisoire, de ces vingt dernières années, d'abord pour le mouvement ouvrier, les «pauvres», «ceux d'en bas», puis toutes les manifestations insignifiantes de la vie, les larmes, les odeurs, les façons de se coucher, de se moucher, etc... Mais le projet de Jean Maitron n'a rien à voir avec ces essais brillants et rapides où l'élite cultivée se fait forte de donner sens et noblesse à la plus vile et la plus insignifiante manifestation humaine. Le dictionnaire biographique n'a pas de rapport avec cette littérature. Pour lui les militants ouvriers ne sont pas un «reste», un «résidu» de la grande histoire qu'il peut être piquant et original de mettre en scène. C'est au contraire une chose en soi, essentielle, ailleurs de tout le reste justement, et qui mérite des efforts dont aucun auteur à la pointe de la mode n'a sans doute la moindre idée. Il ne s'agit pas non plus de donner sens à l'insignifiance. Quel sens peut avoir la présentation alphabétique de milliers d'individus ayant vécu il y a maintenant bien longtemps et dont le souvenir se réduit souvent à quelques lignes ?

Le projet invraisemblable de Jean Maitron parie sur autre chose : sur l'existence d'une autre histoire possible, non pas résiduelle ou pauvre de sens, mais constituant à elle seule une totalité et une signification propre. De cette histoire autre le dictionnaire veut être, avec apparemment beaucoup de modestie, un instrument d'archive, une première entrée possible, une première trace pour qu'un jour cette histoire puisse dire ce qu'elle est, dire son sens.

Ne nous y trompons pas cette histoire autre ne se réduit pas au mouvement ouvrier, à ce qui s'est passé «en bas», aussi important et prestigieux cela ait-il pu être. Cette histoire est partout, dans les replis mêmes des institutions universitaires les plus officielles, mais sous une forme cachée, non enregistrée, non officialisée. Le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières, en en manifestant avec éclat la spécificité ne font que nous aider à en percevoir partout l'existence. En contribuant à sauver la mémoire de ce mouvement et de ces organisations (une mémoire brute, d'archiviste), Jean Maitron a sans aucun doute conquis le meilleur moyen de ne pas être oublié lui-même.

D. C.

« Guy et André sont passés me voir à Lissieu voici un mois environ. Je venais de passer à quelques doigts de la kalatchnikof de la Camarde. J'ai eu du pot. Tandis que notre vieux camarade Raoul Avias n'a pas eu la même veine. Il vient de mourir dans sa retraite de la Drôme à Tulette.

Un fameux copain qui, à la CNT, a mené des bagarres dans une dizaine de boîtes. Il avait une sérieuse incompatibilité d'humeur avec le patronat. Cinq fois, il s'était fait virer pour avoir refusé la compromission. C'était un excellent peintre et un poète.

Sur sa tombe, une jeune fille a lu l'hommage suivant... »

Jean

Tu nous a pris de court Raoul, à la hâte aujourd'hui, et de peur d'en oublier, les souvenirs s'interposent, s'entrecroisent...

Il y en a tant !

Voilà que tu nous obliges à parler de toi au passé.

On a envie encore un moment de garder l'homme et sa manière si personnelle, si particulière de poser un regard sur le monde.

Ta jeunesse avait été marquée par les grands conflits et, souvent la guerre d'Espagne est revenue dans tes propos.

Elle sera à l'origine de ton désir permanent d'un peu plus de justice envers les opprimés.

De ce pays tu en aimeras les poètes, la musique, l'ardeur méditerranéenne.

La tièdure ne faisait pas partie de toi !

Parsemée de mille anecdotes, ta vie professionnelle en a tenu plus d'un en haleine, le monde ouvrier, les patrons faisaient partie de tes cibles favorites...

Aux premières paroles tu nous embarquais à chaque fois dans des débats passionnés, pourfendeur de

religions et à la fois très respectueux de la pensée des autres, car derrière ton goût de la provocation se cachait sans nul doute un immense amour de l'homme.

Tu aimais déranger, et en cela bravo !

C'était ta manière de sensibiliser. Tu n'imaginais pas quand tu nous tenais tes grands discours, qu'un jour, nous serions tous là pour te dire «salut l'anarchiste», rassures-toi, on a rien oublié, on a un peu fait le tri...

Amoureux de la couleur, de la nuance que tu aimais créer au bout

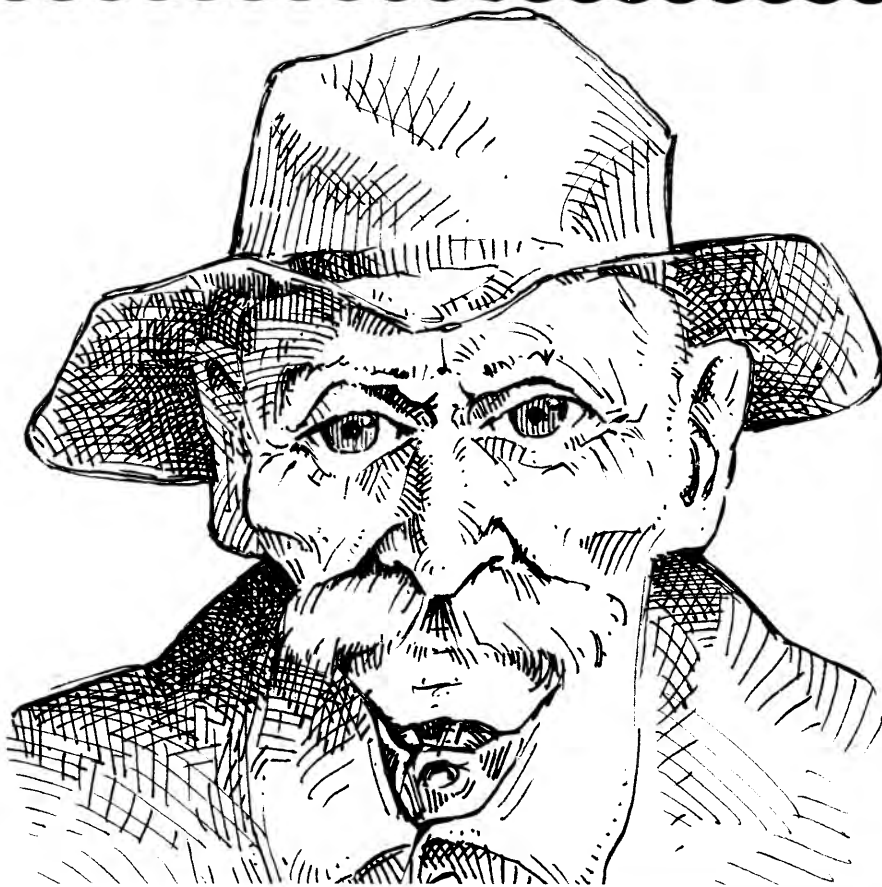
de ton pinceau, ton départ s'accompagne d'une palette fleurie...

Tu nous laisses Germaine, ta compagne qui durant 51 ans a cheminé à tes côtés.

Nous prendrons soin d'elle, tu l'aurais souhaité.

Nous allons avoir l'air de nous éloigner.

Il n'en sera rien, car le meilleur de toi Raoul, chacun de nous l'emportera.



BONNE ANNEE!  
AUX BOMBEURS!

